



FÉDÉRATION CANADIENNE DES MUNICIPALITÉS

LA QUALITÉ DE VIE DANS LES MUNICIPALITÉS CANADIENNES

Sociétés dynamiques et changement social

RAPPORT THÉMATIQUE N° 2



Fédération
canadienne des
municipalités



Système de rapports de la FCM
sur la qualité de vie

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

LA FCM SOUTIENT DEPUIS LONGTEMPS QUE « le partenariat est fondamental à la Nouvelle entente » et qu'un nouveau partenariat intergouvernemental est essentiel pour préserver et améliorer la qualité de vie dans nos collectivités.

Ce rapport thématique du Système de rapports sur la qualité de vie de la FCM, intitulé *Sociétés dynamiques et changement social*, appuie cette affirmation, en révélant que les gouvernements municipaux du Canada font face à une vague de changements dynamiques et sociaux énormes et qu'une bonne part des forces qui ont une incidence sur les collectivités urbaines sont au-delà de leur sphère de compétences et de leurs capacités.

Ces forces comprennent une population vieillissante accompagnée d'une forte croissance démographique chez les enfants et les jeunes, une hausse des immigrants qui contribue à une plus grande diversité culturelle et linguistique, une forte expansion chez les jeunes Autochtones dans les villes des Prairies, une main-d'œuvre en perte de vitesse qui exige des niveaux d'études de plus en plus élevés et une demande croissante de places adéquates et abordables en garderie alors que trop peu sont disponibles.

Les gouvernements municipaux, déjà aux prises avec une diminution des ressources et une augmentation des responsabilités, n'ont ni les moyens ni la compétence nécessaires pour relever ces défis à eux seuls. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent adapter leurs politiques et leurs programmes qui ont une incidence sur les municipalités ou envisager une diminution de la qualité de vie du Canada.

C'est la raison pour laquelle nous disons que le nouveau partenariat intergouvernemental doit être un élément fondamental de la Nouvelle entente. Nous espérons que, lorsque les gouvernements se réuniront pour concrétiser la Nouvelle entente, l'information contenue dans ces rapports aidera à éclairer le débat et à concevoir des mesures stratégiques efficaces.

Nous remercions les maires et les présidents des 20 gouvernements municipaux participants pour leur appui, le Comité permanent des infrastructures sociales de la FCM pour sa contribution et les membres de l'Équipe technique sur la qualité de vie pour leur participation à l'élaboration de ce rapport.

La présidente, Fédération canadienne des municipalités
Ann MacLean

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE L'ÉQUIPE TECHNIQUE

LA QUALITÉ DE VIE DE NOS VILLES et de nos collectivités repose sur les efforts concertés de tous les ordres de gouvernement. À cet égard, les gouvernements municipaux jouent un rôle fondamental. Toutefois, comme le présent rapport le démontre, les gouvernements municipaux font face à des conditions sociales et économiques changeantes qui dépassent souvent leurs capacités et leur champ de compétences.

Une bonne partie des questions abordées dans ce rapport — le marché du travail, l'enseignement post-secondaire, l'immigration, la santé, les affaires autochtones — ne relèvent pas directement des gouvernements municipaux, mais elles ont un effet profond sur la vie des collectivités. Elles deviennent donc une préoccupation pour les gouvernements municipaux.

Il suffit de regarder l'effet de la hausse croissante des immigrants et des jeunes Autochtones dans nos populations urbaines pour constater que les intérêts des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux se rejoignent. Les forces démographiques, comme celles qui contribuent au vieillissement de la population, malgré qu'elles échappent au contrôle de tout ordre de gouvernement, ont un effet profond sur nos collectivités et les décideurs doivent en tenir compte.

Toutefois, les questions d'ordre juridique entravent souvent la coopération entre les ordres de gouvernement, les empêchant ainsi d'atteindre leurs objectifs. Ces questions ont des conséquences directes sur la vie des citoyens et ceux-ci doivent se tourner vers leurs gouvernements municipaux pour obtenir de l'aide.

De toute évidence, les gouvernements doivent continuer de travailler ensemble, mais de façon plus efficace, et cela exige un nouveau partenariat intergouvernemental.

Le présent rapport identifie clairement les conditions changeantes qui touchent nos collectivités. Il offre également des preuves convaincantes de la nécessité d'assurer une meilleure coopération intergouvernementale, notamment des inégalités flagrantes et intolérables partout au Canada sous la forme d'écarts marqués dans les taux de chômage, les taux de criminalité, les niveaux d'études et l'accès aux services de garderie.

Le but du Système de rapports sur la qualité de vie (SRQDV) et du présent rapport est de fournir aux citoyens et aux décideurs des données objectives sur la qualité de vie dans nos collectivités. Nous espérons que ces renseignements aideront à convaincre les dirigeants politiques et les décideurs de tous les ordres de gouvernement de l'urgence d'une collaboration étroite entre toutes les juridictions afin de s'adapter à la transformation rapide du Canada.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont collaboré à la préparation du présent rapport : le personnel de la FCM, les membres de l'Équipe technique sur la qualité de vie ainsi que le consultant Michel Frojmovic, le directeur de la firme Acacia Consulting and Research.

La présidente, Équipe technique sur la qualité de vie,
Brenda Hogg, conseillère

INDICATEURS DU SRQDV DE LA FCM

Table 1 Indicateurs du SRQDV de la FCM²

Données démographiques générales (DDG)	Logement abordable et convenable (LAC)	Engagement civique (EC)	Infrastructures communautaires et sociales (ICS)	Éducation (ED)	Emploi (EM)	Économie locale (EL)	Environnement naturel (EN)	Santé personnelle et communautaire (SPC)	Sécurité financière personnelle (SFP)	Sécurité personnelle (SP)
DDG1 Croissance démographique	LAC1 30 % et plus du revenu pour le logement	EC1 Participation au scrutin	ICS1 Listes d'attente – logement social	ED1 Niveau d'études	EM1 Taux d'emploi / de chômage	EL1 Faillites d'entreprises	EN1 Qualité de l'air	SPC1 Nouveau-nés de faible poids	SFP1 Abordabilité de la municipalité	SP1 Jeunes contrevenants
DDG2 Composition des ménages et des familles	LAC2 50 % et plus du revenu pour le logement	EC2 Femmes dans les gouvernements municipaux	ICS2 Loyers adaptés aux revenus	ED2 Niveau d'alphabétisation	EM2 Qualité des emplois	EL2 Faillites de consommateurs	EN2 Transport urbain	SPC2 Grossesses parmi les adolescentes	SFP2 Familles vivant de l'AE/ de l'aide sociale	SP2 Crimes violents
DDG3 Revenu moyen	LAC3 Besoins impérieux de logements	EC3 Circulation des journaux	ICS3 Allocation d'aide sociale	ED3 Éducation des adultes	EM3 Emplois de longue durée	EL3 Taux de salaires horaires	EN3 Densité de population	SPC3 Mortalité de bébés prématurés	SFP3 Ratio de dépendance économique	SP3 Crimes contre la propriété
DDG4 Locataires et propriétaires	LAC4 Logements inférieurs aux normes	EC4 Bénévolat	ICS4 Nombre de places subventionnées en garderies	ED4 Dépenses d'éducation	EM4 Remplacement de la main-d'œuvre	EL4 Changement dans le revenu familial	EN4 Consommation d'eau	SPC4 Pertes d'heures de travail	SFP4 Familles monoparentales	SP4 Blessures et empoisonnements
DDG5 Mobilité de la population	LAC5 Sans-abri : nouvelles tendances	EC5 Dons caritatifs	ICS5 Coût des transports collectifs	ED5 Élèves par classe		EL5 Permis de construction	EN5 Traitement des eaux usées	SPC5 Suicides	SFP5 Proportion de familles à faible revenu	
DDG6 Proportion née à l'étranger	LAC6 Taux de disponibilité		ICS6 Professionnels de services sociaux	ED6 Ratio élève-enseignant			EN6 Déchets solides	SPC6 Mortalité infantile	SFP6 Enfants vivant dans la pauvreté	
DDG7 Groupes de nouveaux arrivants	LAC7 Mises en chantier de logements locatifs		ICS7 Dépenses privées de soins de santé	ED7 Frais de scolarité au niveau post-secondaire			EN7 Empreinte écologique		SFP7 Écart de revenu	
DDG8 Langue parlée à la maison	LAC8 Loyer mensuel			ED8 Dépenses d'études privées			EN8 Qualité des cours d'eau de baignade			
DDG9 Minorités visibles										
DDG10 Population autochtone										

Rapport 2 Sociétés dynamiques et changement social

² La table 1 montre les 72 indicateurs du Système de rapports sur la qualité de vie. Les cellules ombragées désignent les indicateurs relatifs aux thèmes des sociétés dynamiques et du changement social.

TABLE DES MATIÈRES

Aperçu	i
Sommaire et conclusions	ii
Possibilités de réaliser les objectifs, espoirs et aspirations personnels	iii
Soutien de riches interactions sociales et de l'inclusion de tous les résidents à la vie communautaire	iii
Répercussions pour les gouvernements municipaux	iv
Partie 1 Changements démographiques	1
Une population vieillissante accompagnée d'une croissance supérieure à la moyenne chez les enfants et les jeunes	2
Croissance démographique attribuable à l'immigration	3
Forte croissance des jeunes autochtones en milieu urbain	6
Partie 2 Une main-d'œuvre en évolution	7
Baisse du chômage et décroissance de la population active	7
Perspectives et défis pour la prochaine génération	7
Rétrécissement du fossé hommes-femmes dans la population active	10
Meilleure intégration des Canadiens nés à l'étranger dans la population active	11
Une population autochtone marginalisée au plan économique	12
Partie 3 Tendances sur le plan de l'engagement civique	13
Diminution du taux de participation aux élections	14
Participation des femmes à la politique municipale	15
Moins de bénévoles offrant plus d'heures de service	16
Moins de donateurs font plus de dons de charité	17
Engagement civique et accès aux espaces communautaires	18
Partie 4 Infrastructures sociales pour les enfants et les jeunes	19
Un accès moindre à l'éducation de la petite enfance et aux services de garderie subventionnés	19
Investissements soutenus dans l'enseignement élémentaire et secondaire de base	22
Baisse continue du taux d'analphabétisme fonctionnel	25
Déclin manifeste dans d'autres secteurs du réseau des écoles publiques	26
Partie 5 Tendances sur les plans de la santé, les tensions et la sécurité communautaires	27
Amélioration des indicateurs de santé	27
Améliorations mitigées dans les tensions communautaires et la santé mentale	29
Diminution du taux de criminalité	31
Les annexes techniques suivantes sont accessibles dans la section du Système de rapports sur la qualité de vie sur le site Web de la FCM à http://www.fcm.ca :	
Annexe 1	Rapport thématique n° 2, membres de la sous-équipe technique
Annexe 2	Glossaire
Annexe 3	Tableaux de référence
Annexe 4	Tables de données
Annexe 5	Guide sur la répartition géographique du SRQDV
Annexe 6	Indicateurs du SRQDV

Les renseignements que renferme le présent rapport sur la qualité de vie dans 20 collectivités canadiennes proviennent des conclusions du *Rapport sur les faits saillants 2004*.³ Le *Rapport sur les faits saillants 2004* présentait certains indicateurs du Système de rapports sur la qualité de vie (SRQDV) afin d'illustrer les principaux changements survenus dans six facteurs de la qualité de vie entre 1991 et 2001. L'analyse a été réalisée dans le cadre défini par la FCM, en reconnaissant que la qualité de vie est rehaussée et renforcée dans les municipalités qui assurent :

1. le développement et le maintien d'une économie locale prospère;
2. la protection et l'amélioration de l'environnement naturel et bâti;
3. des possibilités de réaliser les objectifs, les espoirs et les aspirations personnels;
4. la promotion d'un partage juste et équitable des ressources communes;
5. la possibilité pour les résidents de satisfaire leurs besoins fondamentaux; et
6. le soutien de riches interactions sociales et de l'inclusion de tous les résidents à la vie communautaire.

Peu importe la municipalité, divers facteurs interdépendants influent sur la qualité de vie, dont le logement abordable et convenable, l'engagement civique, les infrastructures communautaires et sociales, l'éducation, l'emploi, l'économie locale, l'environnement naturel, la santé personnelle et communautaire, la sécurité financière personnelle et la sécurité personnelle.⁴

À l'aide de ce cadre, le *Rapport sur les faits saillants* a révélé que la qualité de vie dans les 20 collectivités était menacée et qu'elle s'était détériorée pour un nombre important de résidents entre 1991 et 2001. La progression générale du taux de fréquentation au niveau postsecondaire, de la croissance de l'emploi et de l'accession à la propriété n'a pas réussi à compenser les conséquences de l'écart de revenu de plus en plus profond, des changements aux programmes sociaux et des pressions accrues sur l'environnement urbain. Le Rapport décrivait également la période de chute en dents de scie de l'économie entre 1991 et 1996, ainsi que la remontée générale des niveaux de revenu, le recul du taux de pauvreté et la diminution des problèmes d'abordabilité des logements entre 1996 et 2001. Toutefois, cette reprise n'a été que partielle et n'a pas profité également à tous les ménages.

Le présent rapport offre plus de détails pour un ensemble moins vaste de tendances relevées pendant cette même période de 10 ans au chapitre de la main-d'œuvre, des infrastructures communautaires et sociales, de l'engagement civique, ainsi que de la santé et de la sécurité communautaires dans les 20 municipalités participantes au SRQDV. Comme dans les rapports précédents, l'examen porte sur des tendances touchant toutes les municipalités. Toutefois, le rapport met également en relief les différences entre les 20 municipalités participantes au SRQDV, ainsi que les différences entre les tendances relevées dans ces collectivités par rapport à celles relevées dans le reste du Canada. Une série de tableaux statistiques et des exemples tirés des municipalités participantes au SRQDV sont employés pour illustrer ces grandes tendances.⁵

³ Fédération canadienne des municipalités, 2004. Système de rapports sur la qualité de vie. *Rapport sur les faits saillants 2004*. Ottawa

⁴ Cette définition a été élaborée et adoptée par l'équipe technique du SRQDV, composée de représentants de la FCM et de chacune des 20 municipalités participantes au SRQDV.

⁵ L'ensemble complet de tableaux et de graphiques supplémentaires est accessible à www.fcm.ca. Une certaine prudence est de mise dans la comparaison des 20 municipalités participantes au SRQDV. Par exemple, de grands centres urbains comme Vancouver ont des caractéristiques très différentes des municipalités régionales qui comptent davantage de banlieues et de zones rurales.

SOMMAIRE ET CONCLUSIONS

Le présent rapport décrit plusieurs tendances dynamiques qui influent sur la qualité de vie dans les 20 municipalités participantes au SRQDV. Il décrit d'abord deux tendances démographiques sous-jacentes qui influent sur beaucoup de ces changements. La première est le vieillissement de la population, accompagné par une progression supérieure à la moyenne dans les segments de population des enfants et des jeunes. La deuxième est la diversité culturelle, ethnique, raciale et linguistique croissante de la population urbaine.

Cette deuxième tendance est caractérisée par une croissance importante du nombre de résidents nés à l'étranger qui est généralement concentrée dans les grandes villes, et de fortes hausses dans la population autochtone, en particulier chez les jeunes autochtones, concentrées dans les villes des Prairies.

Le rapport associe ces tendances démographiques à des changements sociaux plus vastes qui se produisent dans le milieu de travail, l'engagement civique, les infrastructures communautaires et sociales, ainsi que la santé, les tensions et la sécurité communautaires.

Le changement social dynamique évident dans les 20 municipalités participantes au SRQDV est directement lié à deux des six facteurs de la qualité de vie qui font partie de la définition de la FCM :

1. *Des possibilités de réaliser les objectifs, espoirs et aspirations personnels (facteur 3)* : en s'appuyant sur les conclusions générales du *Rapport sur les faits saillants*, le présent rapport s'intéresse particulièrement au cycle de vie complet de l'éducation : depuis les services éducatifs et de garde à l'enfance, en passant par les études élémentaires et secondaires, jusqu'aux études postsecondaires. Les changements survenus en milieu de travail, ainsi que dans les niveaux de santé et de tensions communautaires ont aussi un lien avec les possibilités de réaliser les objectifs au chapitre des revenus et de l'emploi.

2. *Le soutien de riches interactions sociales et de l'inclusion de tous les résidents à la vie communautaire (facteur 6)* : le rapport mentionne les indicateurs de l'engagement civique, comme la participation au scrutin, le bénévolat et les dons caritatifs, et il accorde une attention particulière à l'inclusion sociale et économique des femmes, des immigrants et des autochtones. L'inclusion sociale est également abordée en fonction de l'accessibilité aux infrastructures communautaires et sociales, ainsi que du taux de criminalité.

En plus de ces deux facteurs de la qualité de vie, le rapport examine également le développement d'une économie locale prospère (facteur 1). Le thème de l'économie sera abordé plus en détail dans le prochain rapport, qui portera sur la croissance, l'économie et l'environnement urbain, mais le présent rapport poursuit le débat amorcé dans le *Rapport sur les faits saillants* au sujet de la contraction à long terme de la taille de la population active.



Possibilités de réaliser les objectifs, espoirs et aspirations personnels

Les tendances positives dans les 20 municipalités participantes au SRQDV comprennent une baisse généralisée du taux de chômage, de même que des perspectives d'emploi à long terme pour les jeunes et les nouveaux immigrants qui intègrent la population active – en raison d'une combinaison du vieillissement de la main-d'œuvre et du niveau de scolarité plus élevé chez les jeunes adultes. Des tendances positives sont évidentes dans le secteur de l'éducation, mesurées en fonction de la stabilité dans la taille des classes, des hausses modestes dans les ratios du personnel enseignant par rapport aux enfants d'âge scolaire et du taux d'analphabétisme en baisse constante.

Ces tendances positives ont été renforcées par plusieurs améliorations notables aux chapitres de la santé et des tensions communautaires, dont une diminution des cas de mortalité prématurée et de grossesses chez les adolescentes, ainsi qu'un recul des taux de suicide tant chez les femmes que chez les hommes.

Toutefois, le rapport fait état de taux de chômage et de suicide élevés et en hausse dans plusieurs des collectivités.

La contraction de la population active offre certaines possibilités, mais elle représente également un défi à long terme pour assurer la compétitivité économique. En outre, afin de tirer profit de ces possibilités, des groupes comme les jeunes et les nouveaux immigrants sont confrontés à des droits de scolarité plus élevés et à un endettement croissant pour acquérir la scolarisation et la spécialisation nécessaires pour intégrer le marché du travail.

Dans le secteur de l'éducation de la petite enfance, on note un besoin grandissant pour des services de garde accrédités. En général, la demande pour des places subventionnées et non subventionnées dépasse les places disponibles. Il en résulte une multiplication des services de garde informels et non réglementés pour les jeunes enfants, et une hausse des obstacles à la participation des parents à faible revenu au sein de la population active.

On note également des pressions croissantes sur les personnes qui font actuellement partie de la population active sous la forme d'exigences des parents âgés et des jeunes enfants, et la nécessité d'occuper plusieurs emplois, qui se traduisent tous par une hausse croissante des heures de travail perdues en raison de la maladie ou d'incapacités.

Soutien de riches interactions sociales et de l'inclusion de tous les résidents à la vie communautaire

L'écart homme-femme se rétrécit au plan du taux de participation à la population active et les femmes sont mieux représentées dans les bureaux municipaux qu'au parlement, quoiqu'elles soient encore bien en de ça de la barre des 50 pour cent. Des succès ont également été réalisés pour intégrer les Canadiens nés à l'étranger à la population active, quoique la période d'établissement soit d'au moins 5 à 10 ans.

Au plan de l'engagement civique, on note des hausses constantes au niveau des heures de bénévolat et des dons de charité, mais ces hausses sont attribuables à un engagement plus important d'un nombre inférieur de personnes. Enfin, la majorité des municipalités participantes au SRQDV ont connu des taux de criminalité sensiblement plus bas.

Une série de tendances négatives prononcées touchant les 20 municipalités participantes au SRQDV est toutefois venue faire contrepoids à ces exemples positifs. Ces tendances indiquent un affaiblissement général de l'engagement civique, comme en témoigne une baisse générale de la proportion de citoyens qui participent au vote, au bénévolat et aux dons de charité. Les données du SRQDV révèlent également des défis continus pour offrir des perspectives économiques égales aux nouveaux immigrants, ce qui pourrait avoir des effets à long terme sur leur sentiment d'identité avec le reste de la communauté. Des solutions à long terme sont requises pour contrer la marginalisation croissante des populations autochtones en milieu urbain, caractérisée par des obstacles substantiels à l'emploi.

Enfin, malgré un recul général du taux de criminalité, plusieurs collectivités ont connu des hausses importantes dans les crimes violents et les crimes contre les biens.

Répercussions pour les gouvernements municipaux

Beaucoup de services et de programmes analysés dans ce rapport ne relèvent pas directement des gouvernements municipaux. Par exemple, les orientations du marché du travail, l'enseignement postsecondaire, la santé et les affaires autochtones relèvent des

provinces ou du gouvernement fédéral. Les commissions scolaires publiques fonctionnent également de façon indépendante des gouvernements municipaux. Toutefois, les municipalités canadiennes sont directement chargées d'une foule de services quotidiens essentiels à la qualité de vie. Ces responsabilités varient d'une province à une autre, mais elles comprennent presque toutes les services de police, les loisirs, les bibliothèques, le transport en commun, les routes, la gestion des déchets, l'eau potable et les eaux usées. Dans certaines provinces, les municipalités sont aussi responsables de l'administration des services de garderie, des services d'ambulance, de la santé publique, du logement social et de l'aide sociale. Dans beaucoup de cas, le financement et la prestation des services sont partagés entre la province, les gouvernements municipaux et des organismes bénévoles locaux.

Les gouvernements municipaux ont un donc rôle important à jouer pour préserver et améliorer la qualité de vie. Pour commencer, la plupart des municipalités peuvent s'attendre à une demande élevée et soutenue au chapitre des investissements dans les infrastructures pour une population croissante, comme à Calgary et dans la région du Grand Toronto. Les municipalités de banlieue en forte expansion sont confrontées à des défis sociaux typiquement associés aux grandes villes plus anciennes. Parallèlement, d'autres collectivités doivent mettre en place des mécanismes pour faire face à une baisse de leur population, comme la Communauté métropolitaine de Québec, Saskatoon et Regina.

**Tableau 1 - Municipalités participantes au SRQDV de la FCM**

Municipalité⁶	Nom utilisé dans les tableaux et graphiques du SRQDV	Province	Population (2001)
Vancouver (Ville)	Vancouver	Colombie-Britannique	545 670
Calgary (Ville)	Calgary	Alberta	878 870
Edmonton (Ville)	Edmonton	Alberta	666 105
Saskatoon (Ville)	Saskatoon	Saskatchewan	196 810
Regina (Ville)	Regina	Saskatchewan	178 225
Winnipeg (Ville)	Winnipeg	Manitoba	619 545
Windsor (Ville)	Windsor	Ontario	208 405
London (Ville)	London	Ontario	336 540
Sudbury (Ville du Grand)	Sudbury	Ontario	155 220
Waterloo (Municipalité régionale)	Waterloo	Ontario	438 515
Hamilton (Ville)	Hamilton	Ontario	490 265
Halton (Municipalité régionale)	Halton	Ontario	375 230
Peel (Municipalité régionale)	Peel	Ontario	988 945
York (Municipalité régionale)	York	Ontario	729 255
Toronto (Ville)	Toronto	Ontario	2 481 495
Niagara (Municipalité régionale)	Niagara	Ontario	410 575
Kingston (Ville)	Kingston	Ontario	114 195
Ottawa (Ville)	Ottawa	Ontario	774 405
Québec (Communauté métropolitaine)	CMQ	Québec	674 075
Halifax (Municipalité régionale)	Halifax	Nouvelle-Écosse	359 185

⁶ Les 20 participants au Système de rapports sur la qualité de vie sont désignés par l'appellation de «municipalités» ou de «collectivités» dans le présent rapport, bien que leur statut juridique puisse différer. Comme le montre le tableau 1, ils sont formés de 13 villes, six municipalités régionales et une communauté métropolitaine. Un guide sur la géographie du SRQDV décrivant en détail les termes et les questions connexes est accessible à www.fcm.ca.

Les municipalités doivent également composer avec des priorités concurrentielles. Malgré les pressions sur la qualité de vie liées directement à des infrastructures sociales inadéquates, les municipalités devront toujours répondre à la demande pour des investissements accrus dans les infrastructures physiques comme les égouts et les routes. On note aussi la nécessité émergente de planifier soigneusement de nouveaux services et d'élargir les services existants, afin de répondre aux besoins d'une population vieillissante et à ceux des enfants et des jeunes.

Le simple fait de hausser les niveaux d'investissement est un défi en soi. Les municipalités doivent également envisager comment remodeler les programmes, afin de mieux refléter la diversité culturelle et ethnique d'un nombre croissant de Canadiens nés à l'étranger. La progression des populations autochtones en milieu urbain exige également différents types de services et programmes.

En ce qui concerne l'engagement civique, les municipalités doivent être mieux en mesure d'accroître la participation des citoyens à la démocratie locale, notamment en attirant une plus grande diversité de candidats à la politique municipale. Les municipalités peuvent également devoir former des partenariats pour rebâtir ou soutenir un esprit de bénévolat et de charité communautaire. Malgré une baisse générale du taux de criminalité, il faut constamment traduire ces améliorations en perceptions tout aussi fortes de sécurité dans les collectivités locales.

Un des messages qui se dégagent clairement du présent rapport est que les politiques et les programmes nationaux et provinciaux doivent être adaptés mieux aux changements sociaux dynamiques qui secouent les municipalités canadiennes en général et les grandes et moyennes villes en particulier. De toute évidence, aucune solution de politique ou de programme ne pourra répondre à la diversité des situations locales. Les municipalités devront nécessairement participer activement à la définition des problèmes et à la recherche de solutions appropriées et pertinentes. Les ententes tripartites à Vancouver et à Winnipeg auxquelles participent les gouvernements fédéral, provincial et municipal offrent des précédents pour mettre en place des mécanismes semblables.

Enfin, certaines mesures seront hors de la portée des municipalités individuelles. Les tendances présentées dans le présent rapport indiquent clairement qu'il existe des inégalités importantes et non viables au Canada, dont des niveaux différents assez marqués de chômage, de scolarisation, d'accès à un logement abordable et de services de garderie, ainsi que de taux de criminalité.

PARTIE 1 | CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

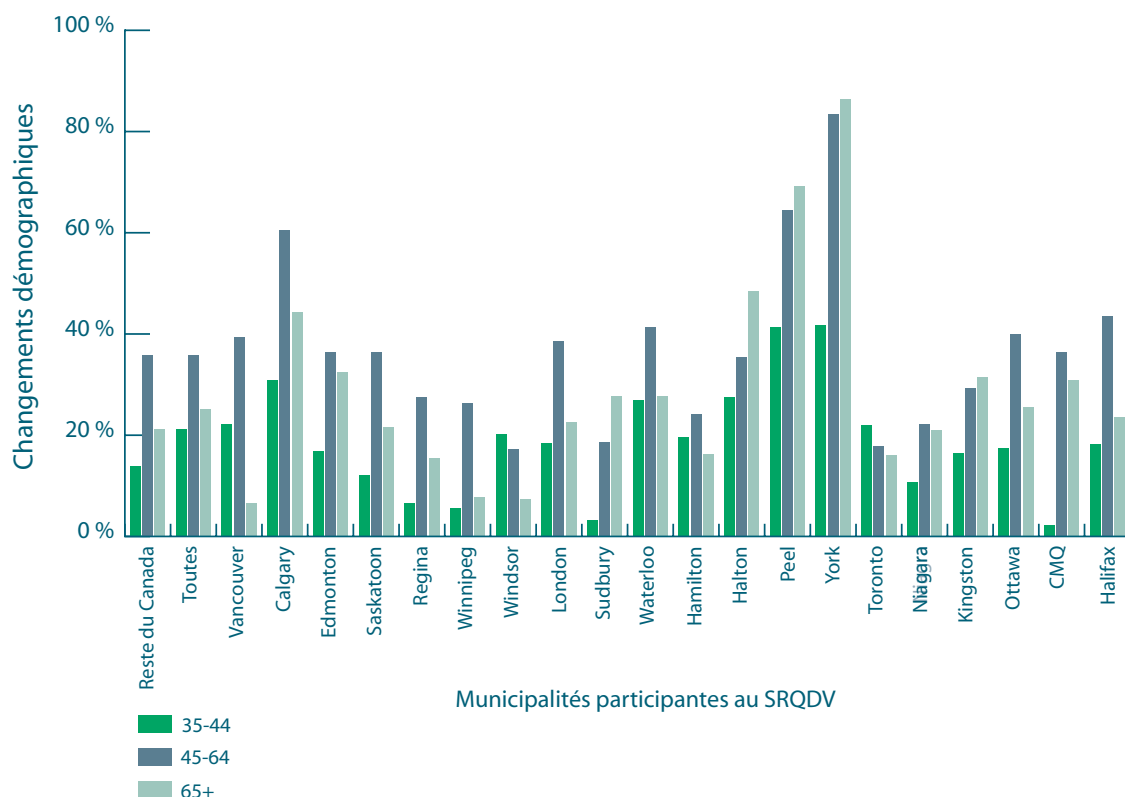
Les données démographiques générales du SRQDV comprennent les caractéristiques de la population, la croissance démographique, la diversité culturelle, le revenu des ménages, ainsi que d'autres variables qui permettent de suivre les changements démographiques à long terme. Même si ces statistiques ne permettent pas de mesurer directement la qualité de vie, elles offrent des données générales importantes qui sous-tendent une bonne part des tendances présentées dans le SRQDV.

Le *Rapport sur les faits saillants* indiquait que la croissance démographique globale dans les 20 municipalités participantes au SRQDV était bien supérieure à la moyenne nationale, mais qu'elle était répartie de façon inégale. Le présent rapport se penche sur deux tendances démographiques connexes qui contribuent à une plus grande diversité et à des changements énormes dans les populations des municipalités

participantes au SRQDV. La première est le vieillissement de la population, accompagnée par un taux de progression supérieur à la moyenne nationale chez les enfants et les jeunes. La deuxième tendance concerne la diversité culturelle et raciale croissante de la population, causée par la migration vers les grandes villes et la croissance des populations autochtones en milieu urbain concentrée dans les villes des Prairies.

Le reste du présent rapport décrira comment ces dynamiques démographiques sous-tendent les changements plus globaux survenus au chapitre de la qualité de vie dans les 20 municipalités participantes au SRQDV et influent eux y compris les changements aux plans de la main-d'œuvre, de l'engagement civique, du rôle des infrastructures sociales, ainsi que de la santé, des tensions et de la sécurité communautaires. Notre incapacité de prévoir et de réagir à ces

Graphique 1 Changements démographiques
Adultes âgés et aînés (35-44, 45-64, 65+), municipalités participantes au SRQDV, 1991-2001



Source : Statistique Canada, Recensements de 1991 et 2001.

changements démographiques et d'y réagir aura des effets négatifs sur notre qualité de vie globale qui se traduiront par un manque de services et d'infrastructures pour les populations en forte expansion, et des services inadéquats pour les segments de la population qui ont des besoins uniques et changeants (voir l'encadré 1).

Une population vieillissante accompagnée d'une croissance supérieure à la moyenne chez les enfants et les jeunes

Une tendance démographique largement reconnue est le vieillissement de la population. Le graphique 1 démontre que le segment de population qui connaît la plus forte croissance est, de loin, celui des adultes âgés (45-64 ans) et des aînés (65 ans et plus). En moyenne, la population de ces deux groupes a progressé de 25 à 30 pour cent dans les 20 municipalités participantes au SRQDV. À titre comparatif, la croissance de la population âgée de moins de 35 ans est demeurée stable, le nombre de jeunes adultes (25-34 ans) ayant en fait diminué dans 17 des 20 municipalités participantes au SRQDV. (Données non incluses dans le graphique.)

Le vieillissement de la population aura des répercussions considérables, alors qu'une proportion moindre de citoyens aura l'emploi comme principale source de revenu et nécessitera de plus en plus de services de loisirs, de transport, de logement et de santé très différents de ceux dont aura besoin le reste de la population. Parallèlement, la majorité de la population plus âgée est en bonne santé, a un revenu suffisant provenant de diverses sources d'emploi, de pension et d'investissement, et contribue activement à la vie familiale et communautaire.

ENCADRÉ I – LA DIVERSITÉ DE LA DEMANDE EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES SOCIALES

Les résultats de l'Enquête de 2003 sur les infrastructures sociales auprès des municipalités participantes au SRQDV de la FCM indiquent que la demande pour les services à la personne devient plus complexe et qu'elle n'est pas guidée principalement par la hausse de la population. Les «baby boomers» vieillissants (40 à 59 ans) posent des défis importants au chapitre des soins de longue durée et des soutiens à domicile, les aînés sont plus actifs que ceux des générations précédentes et exigent plus de possibilités dans le secteur des loisirs et des arts, et l'inactivité physique et l'obésité chez les enfants et les jeunes ont des répercussions à long terme sur les programmes de santé publique. La diversité ethnique croissante pose également beaucoup de défis. Comme exemple, les répondants ont mentionné que les bibliothèques dans les villes où le nombre d'immigrants est élevé doivent maintenant garder des collections et de la documentation pour une clientèle qui parle des douzaines de langues différentes.

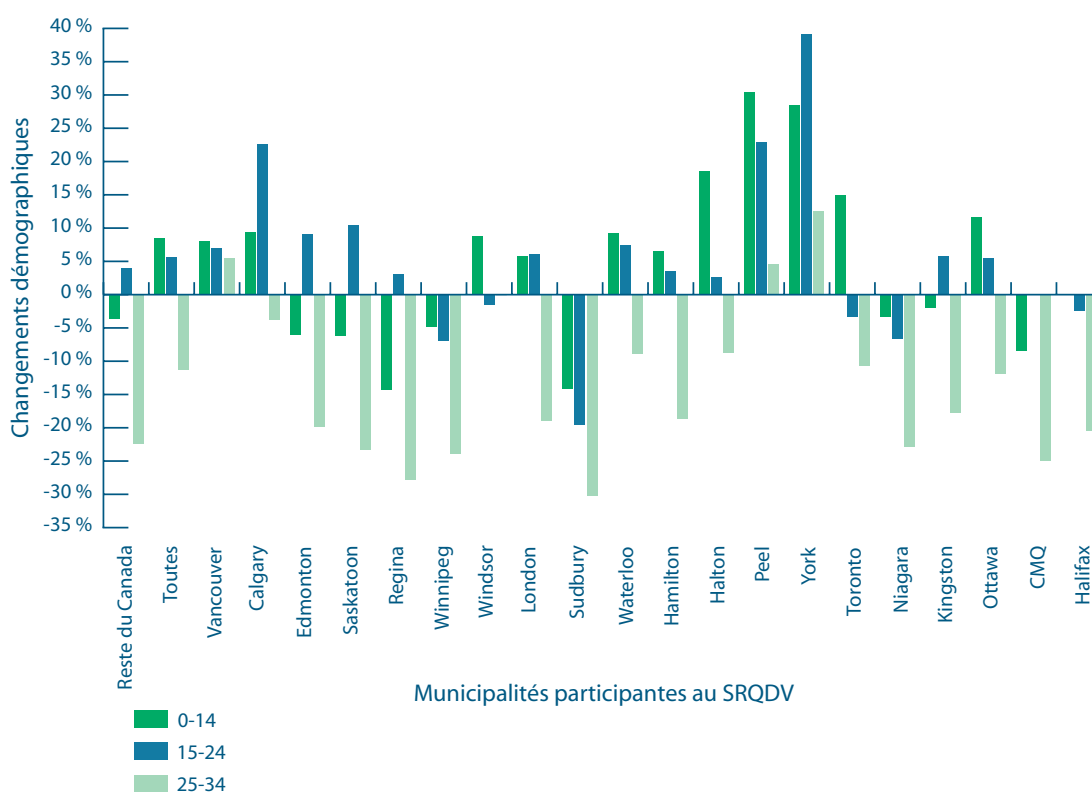
Une deuxième tendance démographique constatée dans plus de la moitié des municipalités participantes au SRQDV et qui est illustrée dans le graphique 2 est la croissance positive chez les personnes âgées de 25 ans et moins. Quoique la croissance démographique chez les enfants et les jeunes dans les municipalités participantes au SRQDV ait été généralement plus faible que dans les groupes plus âgés présentés dans le graphique 1, elle a été beaucoup plus élevée que chez les 25-34 ans. Elle a également été plus élevée que la croissance chez les enfants et les jeunes dans le reste du Canada, où le nombre d'enfants a diminué entre 1991 et 2001. Les municipalités qui ont connu une croissance démographique importante dans le groupe des jeunes familles et celui des aînés, comme Calgary, Peel et York, devront gérer des demandes concurrentielles sur le plan des services et des installations communautaires pour répondre aux besoins de ces deux groupes très différents.

Croissance démographique attribuable à l'immigration

Plus de la moitié de la croissance démographique survenue dans les 20 municipalités participantes au SRQDV entre 1991 et 2001 était attribuable à l'immigration (voir le tableau 2). Ainsi, en 2001, les immigrants représentaient 29 pour cent de la population dans toutes les municipalités participantes au SRQDV, soit près de trois fois le taux dans le reste du Canada (11 pour cent).

Comme pour la croissance de la population globale, l'immigration n'est pas répartie de façon égale entre les municipalités. Le graphique 3 montre la forte concentration de l'immigration à Vancouver et dans la région du Grand Toronto. En 2001, près de 50 pour cent de la population de Toronto était née à l'étranger, alors qu'à Vancouver, York et Peel cette proportion était de l'ordre de 40 pour cent. Onze autres municipalités avaient une population d'immigrants représentant environ 20 pour cent de la population totale, soit deux fois la moyenne du reste du Canada.

Graphique 2 Changements démographiques
Enfants, jeunes et jeunes adultes (0-14, 15-24, 25-34), municipalités participantes
au SRQDV, 1991-2001



Source : Statistique Canada, Recensements de 1991 et 2001.

Tableau 2 – Croissance des immigrants – Rôle de l'immigration dans la croissance démographique totale, 1991-2001

Municipalité	Croissance des personnes nées à l'étranger 1991-2001	Croissance de la population totale 1991-2001	Croissance des immigrants en % de la croissance de la population totale 1991-2001
Reste du Canada	355 825	1 331 120	26,7 %
Toutes	749 775	1 379 110	54,4 %
Toronto	257 260	205 720	125,1 %
Vancouver	55 805	73 825	75,6 %
Windsor	10 760	16 970	63,4 %
Peel	160 615	256 150	62,7 %
York	122 775	224 275	54,7 %
Ottawa	44 665	95 930	46,6 %
Sudbury	-2 185	-5 990	36,5 %
Hamilton	11 090	38 600	28,7 %
Calgary	42 935	168 195	25,5 %
Waterloo	15 025	60 755	24,7 %
London	8 130	33 375	24,4 %
Edmonton	10 845	49 365	22,0 %
Halton	12 260	62 095	19,7 %
Quebec	5 635	32 475	17,4 %
Halifax	3 405	28 340	12,0 %
Saskatoon	-280	10 750	-2,6 %
Kingston	-485	9 840	-4,9 %
Niagara	-2 005	16 640	-12,0 %
Winnipeg	-4 505	2 755	-163,5 %
Regina	-1 970	-955	206,3 %

Source : Statistique Canada, Recensements de 1991 et 2001

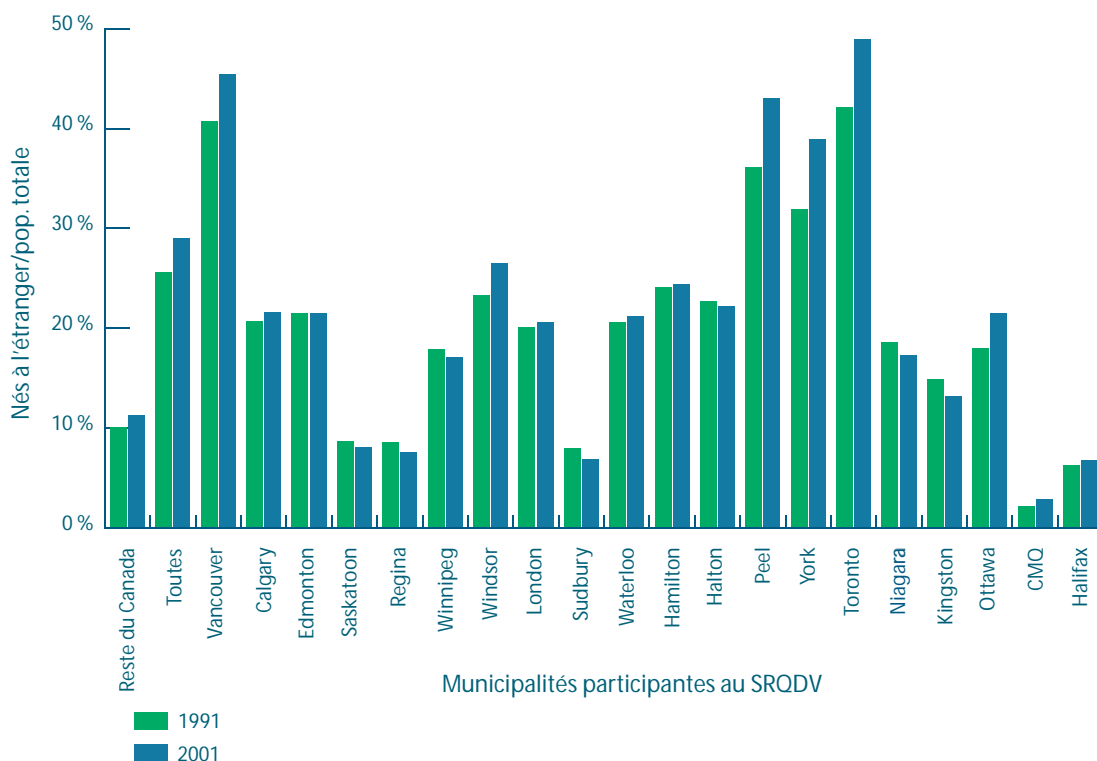
En même temps, cinq collectivités (Saskatoon, Regina, Sudbury, CMQ et Halifax) avaient une moyenne inférieure à celle du reste du Canada.

Une des répercussions de l'immigration analysée dans le Rapport sur les faits saillants est la diversité culturelle, ethnique et linguistique croissante dans les villes canadiennes. Par exemple, en 2001, les minorités visibles représentaient près d'un résident sur quatre dans les municipalités participantes au SRQDV, mais seulement un sur quatorze dans le reste du Canada. Comme nous le verrons tout au long du présent rapport, les municipalités qui ont les niveaux d'immigration les plus élevés font face à des pressions sociales et économiques importantes. Ces pressions exercent de nouvelles exigences sur les gouvernements municipaux pour changer leur approche en matière de prestation des services (voir l'encadré 2).

ENCADRÉ 2 – VANCOUVER MODIFIE SA FAÇON D'OFFRIR LES SERVICES POUR RÉPONDRE À LA DIVERSITÉ DE SA POPULA-

Il est essentiel de bien comprendre les besoins découlant de la croissance de la population des immigrants pour offrir des services appropriés et pertinents au plan culturel dans des secteurs comme l'établissement initial, la transition vers le marché du travail, les études et les services sociaux. Au cours des deux dernières années, la Ville de Vancouver a exigé que la centaine d'organismes sans but lucratif qui reçoivent des subventions communautaires démontrent que leurs programmes sont accessibles et qu'ils tiennent compte de la diversité des personnes dans les quartiers qu'ils servent. Pour satisfaire ces nouveaux critères, les organismes locaux ont répondu en apportant un éventail de changements, comme embaucher des employés parlant plusieurs langues, s'assurer que leur conseil d'administration est représentatif de la diversité de la collectivité, faire traduire leurs documents ou organiser des célébrations culturelles tout au long de l'année.

Graphique 3 Population née à l'étranger en pourcentage de la population totale, municipalités participantes au SRQDV – 1991, 2001



Source : Statistique Canada, Recensements de 1991 et 2001.

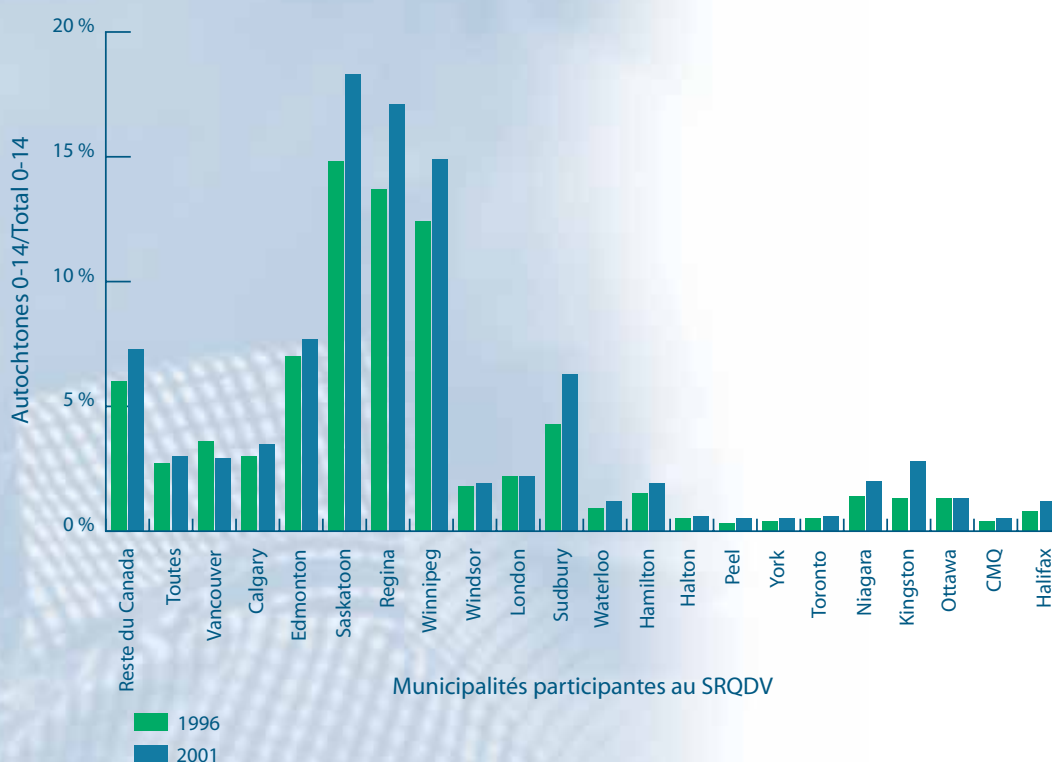
Forte croissance des jeunes autochtones en milieu urbain

Le graphique 4 montre la population des enfants autochtones (âgés de moins de 15 ans) en pourcentage des enfants non autochtones en 1996 et en 2001. La croissance de la population autochtone, en particulier chez les jeunes autochtones, a une incidence importante sur la diversité de la population globale des villes des Prairies, comme Edmonton, Saskatoon, Regina et Winnipeg, ainsi que la Ville du Grand Sudbury.⁷ Ces villes sont caractérisées par l'effet combiné d'une forte hausse de la population des

jeunes autochtones et d'une baisse de la population des jeunes non autochtones. Ainsi, en 2001, un enfant sur six à Saskatoon, Regina et Winnipeg était d'ascendance autochtone, soit une très forte hausse en cinq ans.

Cette tendance démontre l'importance de tenir compte de la qualité de vie de la population en forte croissance des autochtones en milieu urbain et à l'extérieur des réserves.

Graphique 4 Enfants autochtones (0-14 ans) en pourcentage de tous les enfants, municipalités participantes au SRQDV, 1996, 2001



Source : Statistique Canada, Recensements de 1991 et 2001.

⁷ À l'exception d'Edmonton, chacune de ces villes avait une population d'immigrants peu nombreuse ou en baisse.

PARTIE 2 | UNE MAIN-D'ŒUVRE EN ÉVOLUTION

Le domaine de l'emploi du SRQDV comprend des indicateurs de la disponibilité à court et à long terme et de la qualité des emplois. Ces indicateurs reflètent la répartition des possibilités et des problèmes parmi différents groupes d'âges et en fonction des sexes.

Le domaine de l'éducation du SRQDV présente un vaste ensemble d'indicateurs liés à l'éducation à différentes étapes du cycle de vie, y compris les niveaux d'études, l'éducation permanente, la qualité de l'éducation et les dépenses liées aux études.

La main-d'œuvre fait l'objet de changements profonds à la suite d'une combinaison de facteurs démographiques, économiques et sociaux. Ces changements sont visibles dans la baisse du taux de chômage et une population mieux scolarisée, deux déterminants importants pour le bien-être physique et social, qui sont aussi liés à une meilleure santé communautaire et à des niveaux de criminalité plus bas. À leur tour, ces tendances du milieu de travail se traduisent par de meilleures possibilités pour réaliser les objectifs, les espoirs et les aspirations personnels (facteur n° 3 de la qualité de vie).

La dynamique du milieu de travail a touché les groupes de population différemment, de sorte que l'intégration de tous les résidents à la vie communautaire (facteur n° 6 de la qualité de vie) a donné des résultats mitigés. Le taux de chômage et le taux de participation à la population active sont deux indicateurs du niveau d'inclusion sociale, influençant le sentiment d'appartenance des gens au sein de la collectivité. D'après cette mesure, les femmes ont réalisé des gains nets entre 1991 et 2001, bénéficiant d'une baisse du chômage et d'un rétrécissement de l'écart entre les sexes au plan du taux de participation à la population active. En général, les récents immigrants font face à des défis importants pendant leurs premières années au Canada, mais ils réalisent des gains majeurs au cours des années ultérieures. En revanche, le taux de chômage dans la population autochtone, déjà beaucoup plus élevé que dans le reste de la population, a encore augmenté.

Baisse du chômage et décroissance de la population active

Tel que mentionné dans le *Rapport sur les faits saillants* et le *Rapport thématique n° 1 sur la QDV*, on constate une nette tendance à la baisse du taux de chômage global en raison de l'effet combiné de la croissance économique et de l'accroissement des possibilités d'emploi. Ces gains au niveau de l'emploi ne sont toutefois pas répartis de façon égale. Même si l'emploi a connu une croissance plus rapide dans les municipalités participantes au SRQDV que dans le reste du Canada en général, 8 des 20 collectivités qui participent au SRQDV avaient encore un taux de chômage frôlant les 10 pour cent en 2001.

Un autre facteur qui explique la diminution du taux de chômage est la baisse continue du taux de participation à la population active. Le nombre de participants à la population active a augmenté, mais beaucoup plus lentement que la croissance de la population en général. La baisse du taux de participation au moment d'une expansion de l'emploi, combinée à une faible croissance dans la population des jeunes, laissent présager la possibilité d'une pénurie de main-d'œuvre à long terme. Ce constat est compatible avec le concept du taux de remplacement de la main-d'œuvre analysé dans le *Rapport sur les faits saillants*⁸, et il présente un risque pour la viabilité des économies locales.

Perspectives et défis pour la prochaine génération

Sous un certain angle, cette dynamique de la main-d'œuvre laisse entrevoir des perspectives pour l'avancement professionnel des jeunes adultes qui ont récemment intégré le marché du travail, ainsi que des possibilités d'emploi à long terme pour les nouveaux immigrants et les jeunes. Par ailleurs, la réussite sur le marché du travail est de plus en plus liée aux niveaux de scolarité et de spécialisation. Ainsi, le fléchissement prévu à long terme dans la taille de la population active deviendra un problème pour la croissance économique si la prochaine génération ne reçoit pas une formation adéquate. De la même manière, une

⁸ Cette variable mesure le rapport entre la population qui arrive sur le marché du travail (0-14 ans) et la population qui devrait le quitter au cours des 15 prochaines années (50-64 ans)

Graphique 5 Population des 25-34 ans, par catégorie d'études, municipalités participantes au SRQDV – 2001



Source : Statistique Canada, 2001.

hausse de l'immigration ne permettrait pas de répondre de façon appropriée aux besoins en main-d'œuvre si nous ne reconnaissons pas plus rapidement les titres de compétences et l'expérience des nouveaux arrivants.

Le graphique 5 illustre la répartition des niveaux d'études chez les 25-34 ans en 2001. Tel qu'indiqué dans le Rapport sur les faits saillants, le niveau d'études postsecondaires dans les municipalités participantes au SRQDV a augmenté à un taux supérieur à la moyenne nationale entre 1991 et 2001. Ainsi, en 2001, plus de 30 pour cent des jeunes adultes qui vivent dans les 20 municipalités participantes au SRQDV avaient un diplôme universitaire ou un certificat de métier, un taux supérieur de 50 pour cent à celui dans le reste du Canada. De la même manière, près de 80 pour cent de ce groupe avait fait des études postsecondaires partielles.

Malgré le fait que les jeunes adultes vivant dans ces régions urbaines soient nettement plus scolarisés que jamais auparavant, le graphique 5 montre également que l'obtention d'un diplôme universitaire ou d'un certificat de métier demeure le privilège d'une minorité. Les proportions variaient beaucoup entre les municipalités : près de 50 pour cent des jeunes adultes à Ottawa, Toronto et Vancouver avaient décroché un diplôme universitaire ou un certificat de métier, mais cette proportion était de 25 pour cent ou moins à Sudbury, Niagara et Hamilton.

Un autre défi auquel sont confrontés les jeunes et les autres qui souhaitent faire des études supérieures est le coût croissant des études universitaires. Quoique l'incidence sur les taux de fréquentation soit moins claire, un des résultats est une hausse de l'endettement personnel des diplômés universitaires. Dans le contexte actuel, les jeunes doivent retarder leur entrée



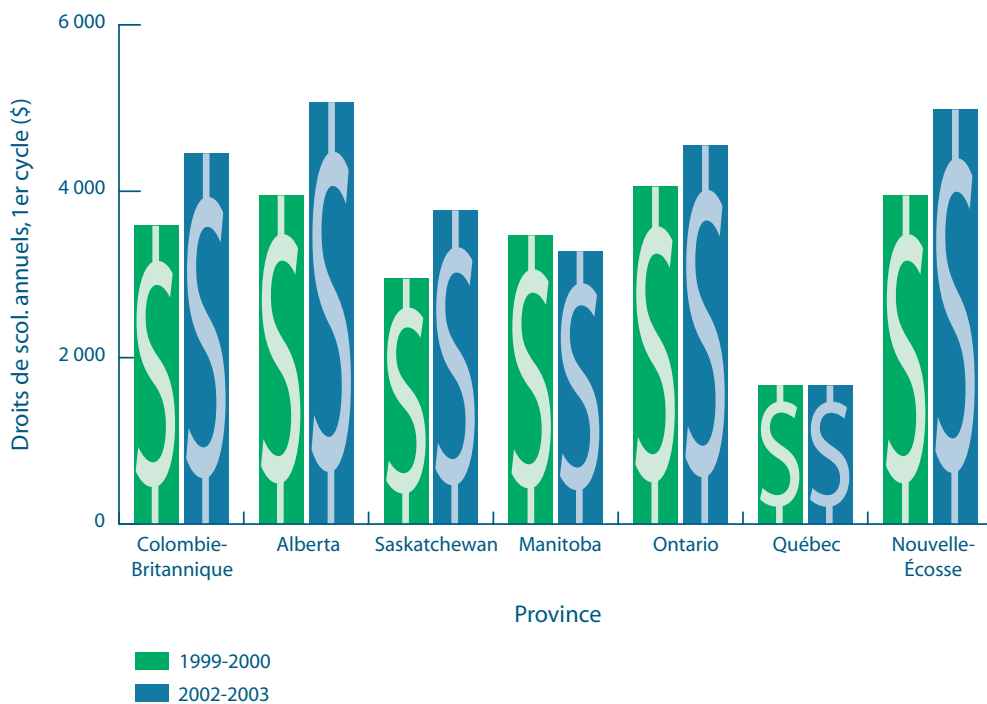
sur le marché du travail jusqu'à au moins le milieu de la vingtaine et ils doivent faire face à une baisse de leur revenu disponible dans les années suivant l'obtention de leur diplôme en raison de leur niveau d'endettement. Cette situation entraîne des difficultés particulières pour les jeunes de familles à faible revenu ou qui sont de nouveaux immigrants, qui doivent payer des études universitaires pour trouver un emploi.

Le graphique 6 montre aussi clairement que le niveau et la tendance des droits de scolarité universitaires varient de façon importante d'une province à une autre. C'est au Manitoba et au Québec que les droits de scolarité sont les plus bas ou en baisse. Cela indique que les obstacles aux études varient de façon importante d'une municipalité à une autre.

Rétrécissement du fossé hommes-femmes dans la population active

Les taux de participation ont diminué dans les municipalités participante au SRQDV, chez les

Graphique 6 Droits de scolarité annuels au niveau universitaire (moyenne pour tous les programmes à temps plein du premier cycle), par province, en dollars historiques – 1999/2000, 2002/2003

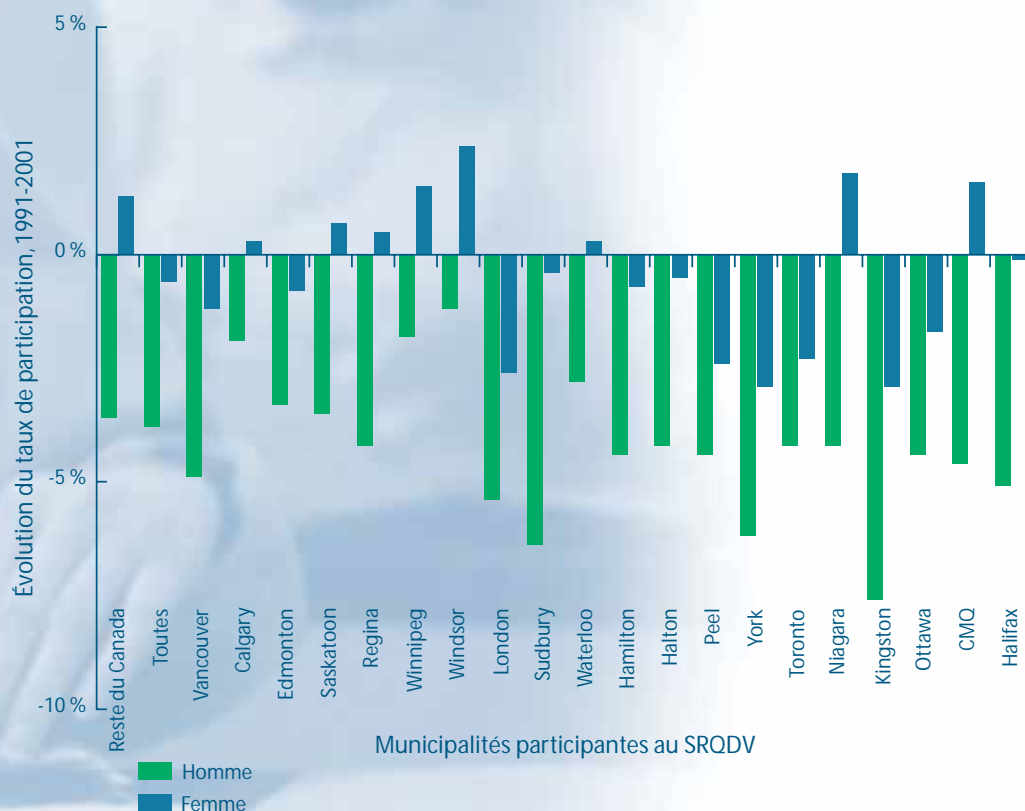


Source : Fédération canadienne des étudiantes et étudiants,
Droits de scolarité universitaires à temps plein pour les étudiants, 1999/2000- 2002/2003.

hommes et les femmes, mais les baisses ont été plus marquées et plus constantes chez les hommes (de 78 à 74 pour cent) que chez les femmes (de 63,4 à 62,8 pour cent). Le graphique 7 montre un recul du taux de participation des hommes dans les 20 municipalités participantes au SRQDV, tandis que chez les femmes il a augmenté dans huit collectivités. Ainsi, l'écart global dans les taux de participation entre les hommes et les femmes est passé de près de 15 pour cent en 1991 à juste un peu plus de 11 pour cent en 2001. Quoique cette tendance ne tienne pas compte de l'écart salarial entre les hommes et les femmes, elle suggère un déplacement vers l'égalisation des perspectives d'emploi.

Comme nous le verrons plus loin, cette égalisation entre les hommes et les femmes impose des fardeaux aux femmes qui travaillent et qui doivent assumer des responsabilités concurrentielles pour s'occuper des enfants et des parents âgés. Par exemple, comme nous le verrons dans la Partie 3, les femmes qui ont de jeunes enfants (âgés de 0 à 12 ans) intégraient le marché du travail beaucoup plus rapidement que les autres femmes, malgré la disponibilité limitée de places en garderie.

Graphique 7 Évolution des taux de participation à la population active, par sexe, municipalités participantes au SRQDV, 1991-2001



Source : Statistique Canada, Recensements de 1991 et 2001.



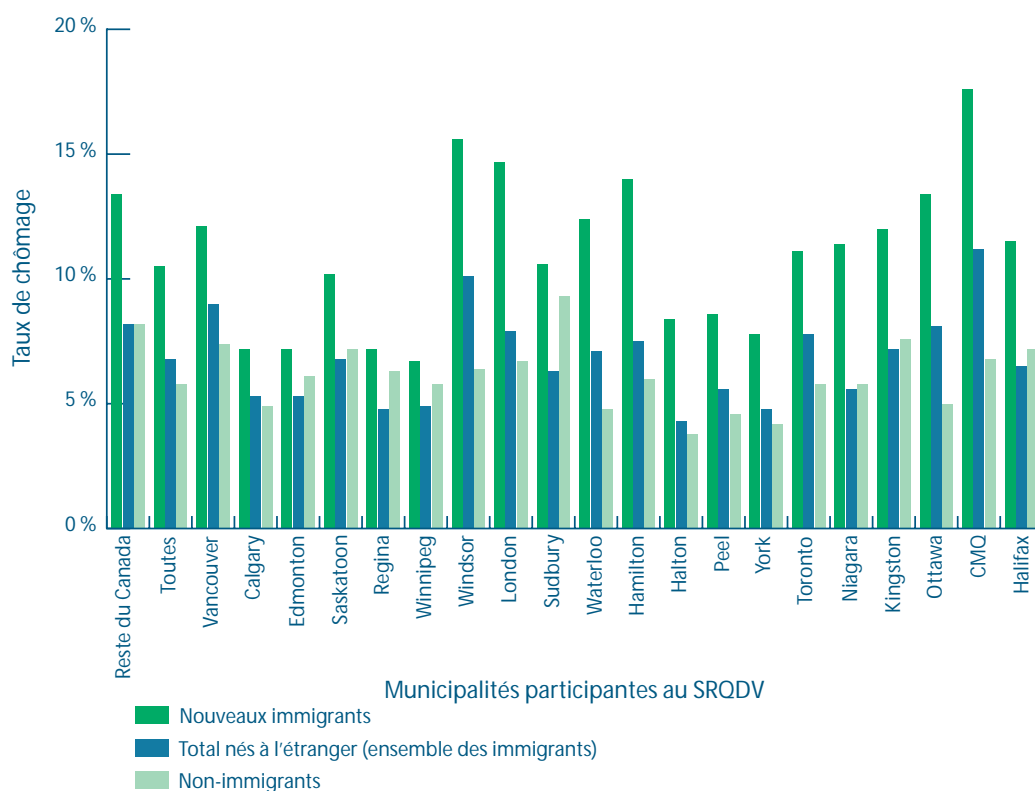
Meilleure intégration des Canadiens nés à l'étranger au sein de la population active

Les nouveaux immigrants font face à un taux de chômage plus élevé comparativement au reste de la population, ce qui se traduit par un niveau de pauvreté plus élevé et un faible revenu réel. En même temps, le graphique 8 illustre la baisse rapide du taux de chômage des résidents nés à l'étranger après avoir vécu six ans ou plus au pays. Autre facteur positif, le taux de chômage des nouveaux immigrants qui vivent dans les collectivités participantes au SRQDV était généralement plus bas que celui dans le reste du Canada et il a même diminué de façon importante dans les 20 municipalités participantes au SRQDV. Dans l'ensemble, le taux de chômage de l'ensemble

des immigrants, nouveaux et établis depuis longtemps, était comparable ou inférieur à celui des non-immigrants dans environ la moitié des municipalités participantes au SRQDV.

Malgré ce succès apparent au chapitre de l'intégration des immigrants au sein de la société et de la population active, l'écart entre le taux de chômage des immigrants et celui des non-immigrants était plus élevé dans les villes où il y avait le plus grand nombre d'immigrants. En outre, puisque beaucoup de nouveaux immigrants et de Canadiens nés à l'étranger sont confrontés au problème du chômage, l'accès à un emploi ne se traduit pas toujours par un revenu suffisant (voir l'encadré 3).

Graphique 8 Taux de chômage de la population née à l'étranger et des non-immigrants, municipalités participantes au SRQDV, 2001



Source : Statistique Canada, Recensements de 1991 et 2001 – Totalisation spéciale.

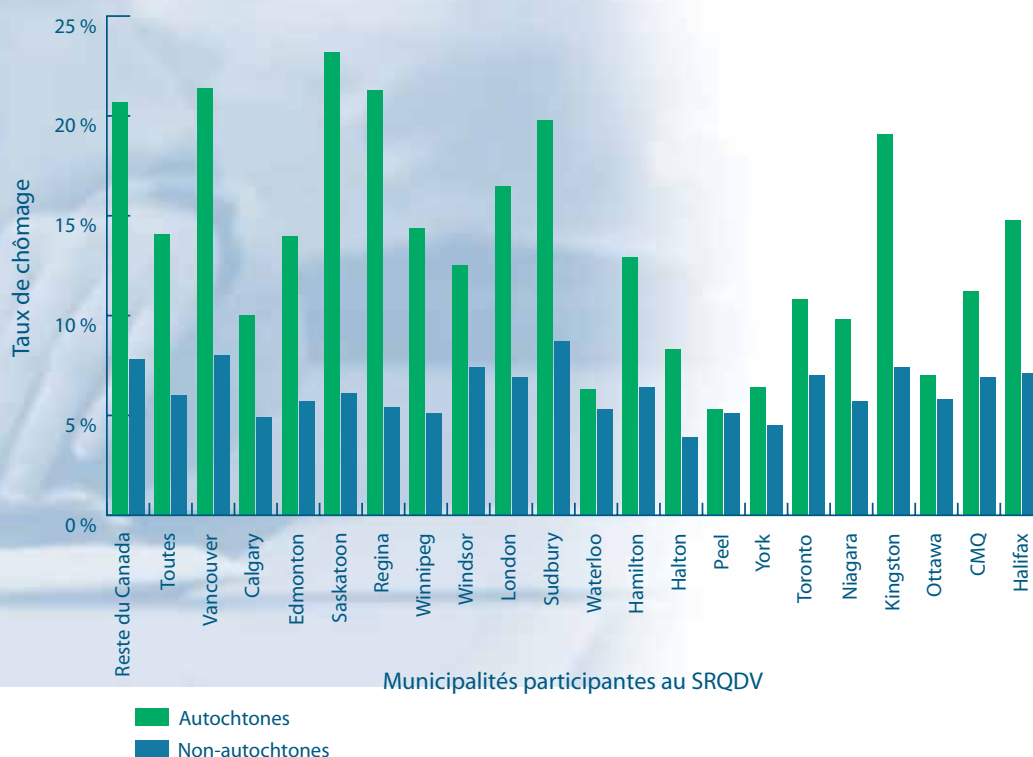
Une population autochtone marginalisée au plan économique

Le graphique 9 illustre une dimension de l'énorme défi qui se pose lorsqu'il s'agit d'offrir à la population autochtone urbaine les mêmes perspectives économiques et sociales accessibles aux non-autochtones. Même si la différence était plus grande dans le reste du Canada, le taux de chômage des autochtones dans les 20 municipalités participantes au SRQDV était deux fois plus élevé que celui des non-autochtones. Dans aucun cas le taux de chômage chez les autochtones était inférieur à celui de la population non-autochtone. Par ailleurs, le *Rapport thématique n° 1 sur la QDV* a révélé que l'écart entre le taux de chômage chez les autochtones et celui chez les non-autochtones s'était creusé entre 1991 et 2001. Cet écart était plus élevé dans les villes qui avaient les populations autochtones les plus importantes, notamment à Saskatoon et Regina.

ENCADRÉ 3 – SOUS-EMPLOI CHEZ LES IMMIGRANTS

Le *Rapport sur les faits saillants* décrivait comment les nouveaux immigrants scolarisés sont souvent incapables de trouver un emploi qui convient à leur niveau de scolarité. Cette conclusion a été confirmée dans une récente étude de Statistique Canada, qui révèle qu'au moins un nouvel immigrant sur quatre ayant une formation universitaire occupait un emploi qui n'exigeait pas plus qu'un diplôme du secondaire entre 1991 et 2001. Ce niveau était deux fois supérieur à celui des Canadiens non-immigrants sous-employés ayant une formation universitaire. Le rapport explique cet écart par le manque de réseaux professionnels et sociaux, la difficulté de s'exprimer dans l'une des langues officielles, la non-reconnaissance des diplômes et de l'expérience acquise à l'étranger et la discrimination. Source : «*Les immigrants sont-ils perdants?*», juin 2004, édition en ligne de *L'emploi et le revenu en perspective*, Vol. 5, no. 6, <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/040623/q040623c.htm>.

Graphique 9 Taux de chômage des populations autochtones et non-autochtones, municipalités participantes au SRQDV, 2001



Source : Statistique Canada, Recensement de 1991 et 2001 – Totalisation spéciale.

PARTIE 3 | TENDANCES SUR LE PLAN DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Le domaine de l'engagement civique du SRQDV englobe un ensemble d'indicateurs mesurant la participation des citoyens à la vie civique et politique de la collectivité, comme la participation au scrutin, les femmes dans le gouvernement municipal, le tirage des quotidiens et des journaux communautaires, le bénévolat et les dons de charité.

Les indicateurs conventionnels de la participation des citoyens privés à la vie communautaire montrent un désengagement général et marqué pour des activités telles que le vote, le bénévolat et les dons de charité. Sauf de rares exceptions, cette tendance est évidente de façon constante dans toutes les municipalités participantes au SRQDV et suggère un affaiblissement du soutien pour les interactions sociales et l'inclusion de tous les résidents à la vie communautaire (facteur n° 6).

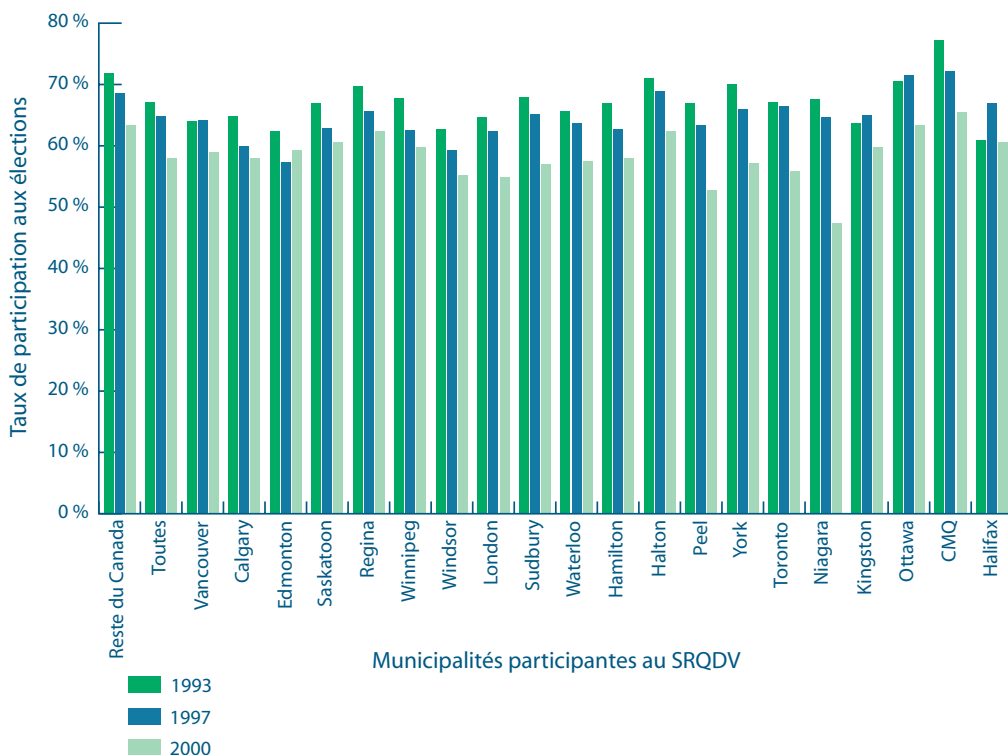
L'érosion de l'engagement civique nuit à la capacité des collectivités de réduire la vulnérabilité et l'isolement social, de combler l'écart entre les membres nantis et moins bien nantis de la collectivité, et de surmonter les divisions entre les communautés culturelles, religieuses,

ethniques et linguistiques. Le désengagement général de la collectivité impose également plus de demandes sur les réseaux et les ressources communautaires en place. Une conséquence de ce désengagement, décrite dans le *Rapport thématique n° 1 sur la QDV*, est l'itinérance, qui reflète une baisse de la capacité d'une collectivité de s'occuper de ses membres les plus vulnérables.

Le taux de participation aux élections fédérales diminue de façon régulière et constante, mais on note toutefois un indicateur positif, soit la participation des femmes à la politique municipale. Même si elle est encore bien en deçà de 50 pour cent, la proportion de femmes conseillères municipales est plus élevée que celle des femmes députées au gouvernement fédéral.

Un autre indicateur positif est que le nombre d'heures de bénévolat et les niveaux des dons de charité continuent d'augmenter, malgré une baisse du pourcentage de la population qui fait du bénévolat et qui effectue des dons.

Graphique 10 Taux de participation aux élections fédérales, municipalités participantes au SRQDV – 1993, 1997, 2000



Source : Élections Canada, 1993, 1997 et 2000.

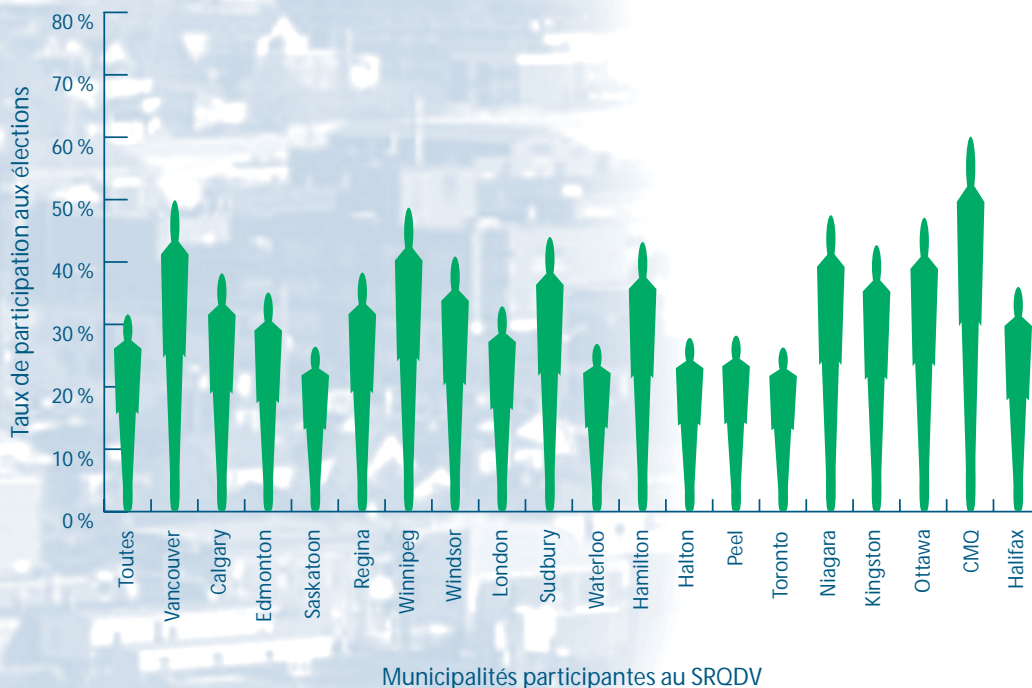
Diminution du taux de participation aux élections

Le taux de participation aux élections – le pourcentage des électeurs inscrits qui ont voté – est habituellement un indicateur du degré de préoccupation à l'endroit des questions qui touchent l'ensemble de la collectivité et de la perception de la capacité collective des citoyens d'influencer le processus décisionnel. Depuis les 10 dernières années, le taux de participation aux élections a fléchi de façon constante aux élections fédérales, passant de 70 pour cent de tous les électeurs canadiens en 1993 à 61 pour cent en 2000. Cette tendance s'est poursuivie avec les élections fédérales de 2004, où le taux de participation a baissé à 60,5 pour cent. Le taux de participation a diminué de façon constante dans les 20 municipalités participantes au SRQDV, passant de 67 pour cent en 1993 à 58 pour cent en 2000⁹ et, à peu d'exceptions près, il était plus bas que dans le reste du Canada.

Cette tendance est préoccupante en partie parce qu'elle est difficile à expliquer. Les tendances au niveau démographique et de la main-d'œuvre décrites dans les Parties 1 et 2 devraient contribuer à hausser le taux de participation. Les études sur la participation aux élections fédérales indiquent que les jeunes, les personnes à faible revenu et les chômeurs, ainsi que les gens moins scolarisés sont moins susceptibles de voter. Toutefois, le vieillissement de la population, la baisse du chômage et l'amélioration du niveau de scolarité ne semblent pas avoir l'effet opposé.

Le taux de participation aux élections municipales est un moyen majeur pour les citoyens d'influencer les services offerts à l'échelle locale dont beaucoup ont une incidence directe et très visible sur la qualité de vie. Même si les données chronologiques disponibles indiquent que le taux de participation aux élections municipales est plus volatil que dans les élections

Graphique 11 Taux de participation aux élections municipales, municipalités participantes au SRQDV, 2000-2002



Le graphique montre les données du taux de participation pour la plus récente élection. Sauf indication contraire, toutes les élections ont eu lieu en 2000. Les données électorales pour Calgary, Edmonton et la CMQ sont celles de 2001; les données pour les élections de Vancouver et Winnipeg sont celles de 2002.

Source : Fédération canadienne des municipalités, Base de données sur les enquêtes de la FCM auprès des municipalités, 2003.

⁹ Les résultats des collectivités individuelles participantes au SRQDV n'étaient pas disponibles pour les élections de 2004.



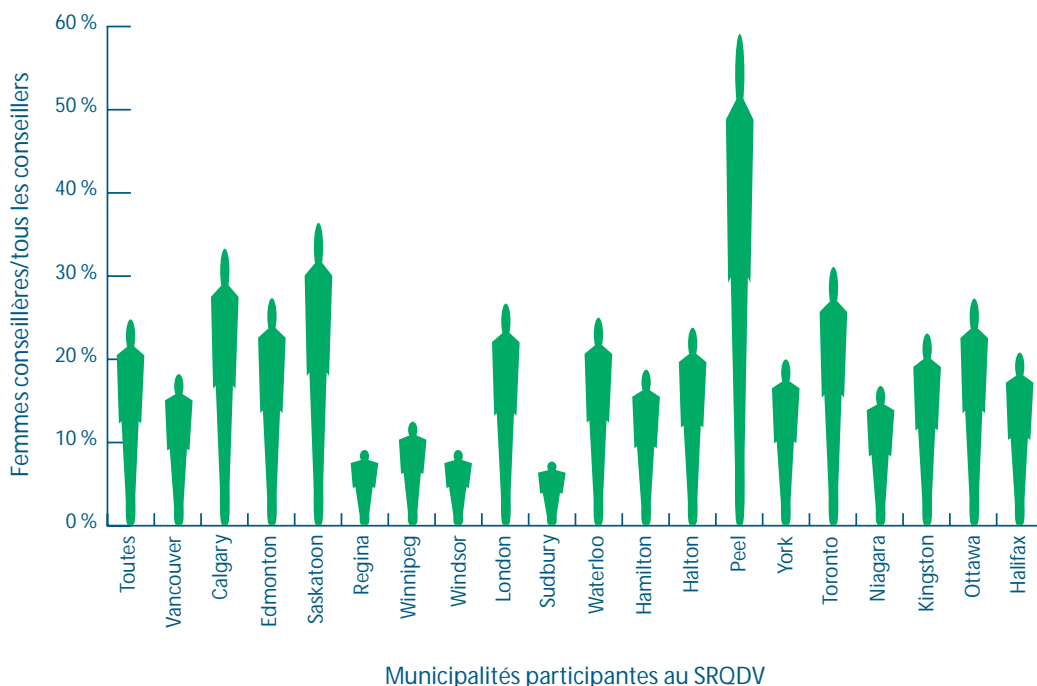
fédérales, il était toujours beaucoup plus bas que le taux de participation aux élections fédérales. Le graphique 11 indique que le taux de participation moyen récent était légèrement supérieur à 30 pour cent dans les 20 municipalités participantes au SRQDV.

Participation des femmes à la politique municipale

Les assemblées élues qui sont représentatives des populations qu'elles servent sont mieux placées pour rejoindre un plus grand échantillon de la population et mieux comprendre leurs besoins. Dans les collectivités où la diversité des caractéristiques, comme le sexe, l'âge, l'ethnicité et le contexte culturel, est reflétée parmi les élus, il y a plus de possibilités que toute la population participe au processus décisionnel.

Le SRQDV présente le portrait d'une année complète de la participation des femmes à titre d'élues à la politique municipale. Le graphique 12 montre qu'en moyenne 25 pour cent des élus dans les 20 municipalités participantes au SRQDV étaient des femmes. Il y avait un écart marqué entre les municipalités, allant de moins de 10 pour cent à Regina, Windsor et Sudbury, jusqu'à près de 60 pour cent à Peel. Malgré que les femmes représentent encore beaucoup moins de 50 pour cent des élus municipaux, elles sont mieux représentées qu'à la Chambre des communes du Canada, où elles représentaient 21 pour cent des députés élus depuis 2000 (21, 1 pour cent en 2004).

Graphique 12 Pourcentage des conseillers municipaux qui sont des femmes, municipalités participantes au SRQDV, 2003



Source : Base de données sur les enquêtes de la FCM auprès des municipalités, 2003.

Moins de bénévoles offrant plus d'heures de service

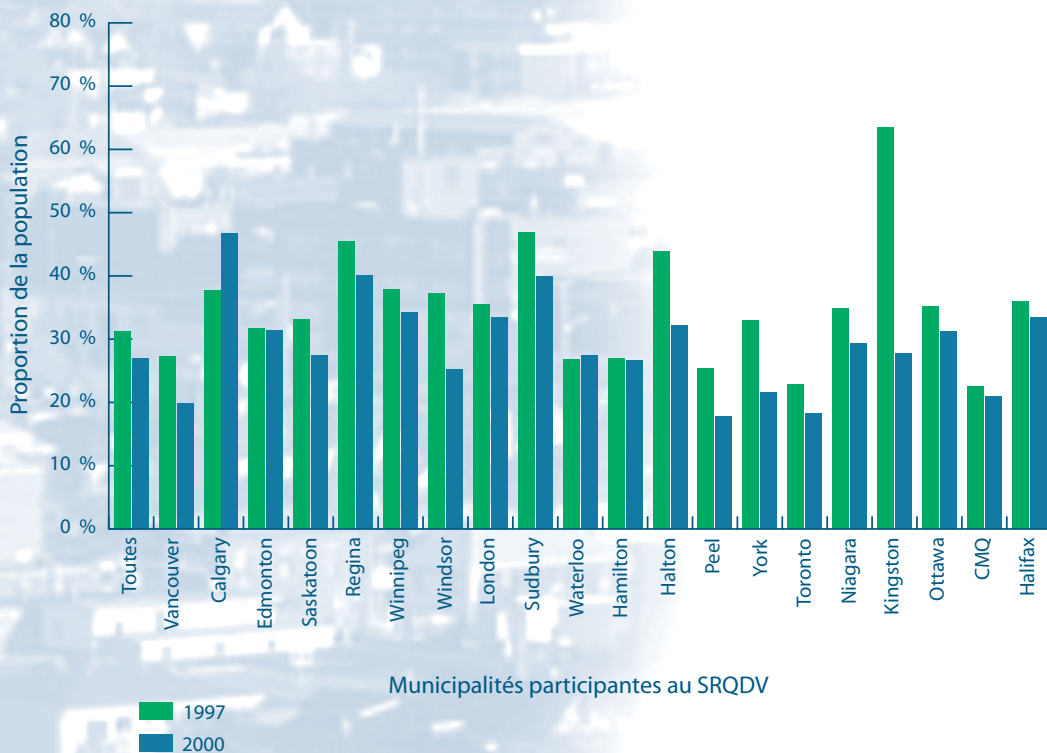
D'après l'*Enquête nationale de 2000 sur le don, le bénévolat et la participation*, un Canadien sur quatre faisait du bénévolat en 2000, comparativement à près d'un tiers (31,4 pour cent) en 1997 et moins qu'en 1987, alors que 27 pour cent de la population canadienne faisait du bénévolat.¹⁰ Le graphique 13 montre que le taux de bénévolat dans les municipalités participantes au SRQDV était comparable à la moyenne nationale et qu'il diminuait dans des proportions semblables. Le pourcentage de la population qui faisait du bénévolat a augmenté dans seulement deux villes : Calgary et Waterloo.

Une deuxième tendance évidente depuis 1987 est la concentration des heures de bénévolat parmi un plus petit nombre de bénévoles. En 2000, 5 pour cent des bénévoles ont contribué 34 pour cent de toutes les heures de bénévolat.¹¹ Les plus récentes données de

Statistique Canada sur le bénévolat indiquent que cette tendance se poursuit, car on constate que moins de bénévoles contribuent un plus grand nombre d'heures.¹² En effet, les gens relèvent le défi d'une demande croissante pour des bénévoles causée par une baisse du financement pour les services sociaux et communautaires, mais ce défi est relevé par une proportion progressivement plus faible de la collectivité.

Les indicateurs de la tension en milieu de travail, analysés plus loin dans le présent rapport, montrent que les gens occupent plus d'un emploi, qu'ils travaillent un plus grand nombre d'heures et qu'ils consacrent plus de temps pour s'occuper de parents âgés et de jeunes enfants. Les répondants à l'*Enquête de 2003 de la FCM sur les infrastructures sociales auprès des municipalités participantes au SRQDV* ont commenté les répercussions des changements démographiques sur le bénévolat dans la prestation des services à la personne. Si les «baby boomers» à la retraite ne font

Graphique 13 Bénévolat
Pourcentage de la population bénévole,
municipalités participantes au SRQDV – 1997, 2000



Source : Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation, 1997, 2000.

¹⁰ Bénévoles Canada. <http://www.volunteer.ca/volcan/frn/volincan/trendsinvol.php?display=2,0,9>

¹¹ Don et bénévolat.ca. http://www.givingandvolunteering.ca/factsheets/1997_CA_trends_1987-1997.asp

¹² <http://www.givingandvolunteering.ca/reports.asp>



pas assez de bénévolat, la base des bénévoles pourrait s'effriter. Même si les jeunes sont tenus de faire du bénévolat pour obtenir leur diplôme, il est difficile de les faire participer à long terme compte tenu des exigences des études.

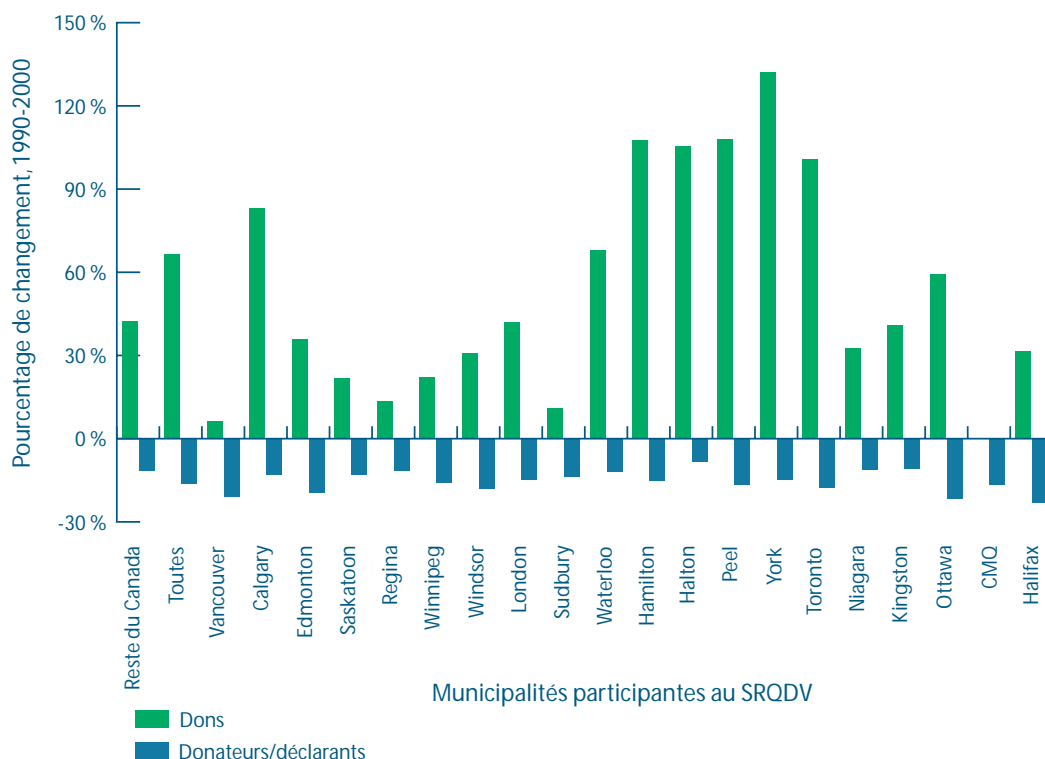
Dans la foulée de ces préoccupations, une récente étude réalisée par Bénévoles Canada a révélé que les aînés ont moins de temps à consacrer au bénévolat en raison du temps qu'ils consacrent de plus en plus aux voyages et à plusieurs autres activités. Puisque beaucoup d'organismes dépendent des bénévoles pour offrir leurs services de base et réduire leurs coûts d'exploitation, ces tendances pourraient avoir une incidence sur la stabilité des organismes locaux.

L'étude de Bénévoles Canada a également déterminé des tendances positives et compensatrices qui indiquent un changement éventuel à long terme dans le domaine du bénévolat. Ces tendances comprennent un plus grand nombre de jeunes qui font du bénévolat pour acquérir des aptitudes liées au travail et un nombre croissant de nouveaux immigrants qui font du bénévolat pour acquérir une expérience de travail et mettre en pratique leurs compétences linguistiques.

Moins de donateurs font plus de dons de charité

Comme dans le cas du vote et du bénévolat, les changements survenus au chapitre des dons de charité sont une autre indication du degré de préoccupation envers le bien-être de la collectivité. En fait, les changements dans la façon de donner des ménages canadiens qui se sont produits pendant

Graphique 14 Dons de charité
Évolution de la proportion de donateurs et du total des dons (1990\$),
municipalités participantes au SRQDV, 1990-2000¹³



Source : Statistique Canada, Données régionales et administratives – 1990, 2000.

¹³ Ces chiffres ne comprennent pas les dons des entreprises ou des institutions, ni ceux des particuliers qui ne les déclarent pas dans leur rapport d'impôt sur le revenu.

près de trois décennies indiquent qu'une proportion progressivement plus faible de ménages font des dons et des contributions.¹⁴ Cette tendance est reflétée dans les données des 20 municipalités participantes au SRQDV résumées dans le graphique 14.

Même si moins de particuliers font des dons, la valeur totale des dons — même après avoir tenu compte de l'inflation — augmente et elle augmente de façon importante dans plusieurs cas. Ces données sont compatibles avec les tendances observées dans le secteur du bénévolat et elles peuvent s'expliquer, du moins en partie, par l'écart de revenu croissant signalé dans le *Rapport sur les faits saillants et le Rapport thématique n° 1 sur la QDV*. L'écart de revenu indiquait que, pendant que les revenus personnels d'une majorité de personnes et de familles ont diminué au cours de la dernière décennie, les membres les plus riches de la société ont connu des hausses de revenu importantes en pourcentage, ce qui suppose une plus grande capacité de donner.

Le graphique 14 montre également que les hausses les plus importantes dans la valeur des dons de charité se sont produites dans les municipalités de l'Ontario et de l'Alberta, où la compression des dépenses provinciales pour les services sociaux, la santé et l'éducation a été la plus marquée. Ce résultat dénote un déplacement du modèle des services sociaux, dans lequel les priorités sont établies par les politiques publiques, à la faveur d'un retour au modèle de charité privé, où les priorités sont établies par ceux qui font les dons.

Engagement civique et accès aux espaces communautaires

Une des conclusions qui se dégage de l'*Enquête de 2003 sur les infrastructures sociales auprès des municipalités participantes au SRQDV* concerne l'accès aux installations communautaires. Les répondants au questionnaire considèrent que l'accès à des espaces communautaires est un élément clé du succès des quartiers où il fait bon vivre, puisqu'il favorise la cohésion sociale en permettant aux personnes de se regrouper pour partager des questions, des expériences et des possibilités, et de travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs.

ENCADRÉ 4 – ACCÈS AUX ESPACES COMMUNAUTAIRES À TORONTO

Des changements apportés au mode de financement de l'éducation en Ontario à la fin des années 1990 ont obligé les commissions scolaires de la province à accroître considérablement les frais qu'elles exigent pour l'usage public des espaces scolaires. À la suite de cette décision, beaucoup de groupes de Toronto ne pouvaient plus se permettre d'utiliser les écoles pour des assemblées publiques et des activités culturelles et de loisirs. En même temps, l'accès à d'autres espaces publics est également devenu plus difficile et plus coûteux. Les clubs de garçons et de filles, les ligues sportives, les organismes de quartier et beaucoup d'autres groupes ont dû se relocaliser ou suspendre leurs programmes. Cette restriction de l'accès aux espaces communautaires est largement reconnue comme un obstacle majeur à la participation civique et un recul pour la qualité de vie dans la ville.

En 2004, reconnaissant l'importance des écoles comme carrefours de l'activité communautaire, le gouvernement provincial a annoncé qu'il contribuerait 20 millions de dollars par année aux commissions scolaires afin qu'elles puissent commencer à rétablir l'accès du public aux écoles. Le financement provincial est arrivé dans la foulée d'un projet pilote amorcé au début de l'année par la Commission scolaire de district de Toronto en vue d'offrir aux groupes communautaires un accès gratuit aux écoles dans cinq quartiers nécessaires.

De plus en plus, les agences, les résidents et les groupes communautaires manquent d'espaces pour offrir des programmes qui répondent aux besoins communautaires (voir l'encadré 4). Cette pénurie d'espaces est aggravée par la hausse du coût des permis et des frais d'utilisation. La hausse des frais d'utilisation pour avoir accès aux installations scolaires a obligé beaucoup d'organismes et de groupes communautaires à se tourner vers les parcs, les installations de loisirs et les bibliothèques municipaux moins coûteux. Toutefois, les programmes destinés aux enfants et aux jeunes qui se tournent vers ces installations peuvent être en concurrence avec les programmes adultes existants.

La question plus globale de l'accès aux infrastructures sociales et son incidence sur la qualité de vie est examinée dans la prochaine partie du rapport.

¹⁴ Reed, Paul B. 1999. *Generosity in Canada: Trends in Personal Gifts and Charitable Donations Over Three Decades, 1969 to 1997*. Statistique Canada et Université Carleton. <http://www.carleton.ca/socanth/casr/Generosity.pdf>

PARTIE 4 | INFRASTRUCTURES SOCIALES POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Le domaine des infrastructures communautaires et sociales du SRQDV regroupe les institutions sociales d'une collectivité, comme le gouvernement local, les organismes de services sociaux et les ressources humaines communautaires, telles que reflétées dans les compétences organisationnelles, l'expertise technique, les niveaux de scolarité, ainsi que les qualités sociales, ethniques, raciales et artistiques/culturelles de la collectivité.

Le domaine de l'éducation du SRQDV comprend un large ensemble d'indicateurs liés à l'éducation à différentes étapes du cycle de vie, y compris les niveaux d'études, l'éducation permanente, la qualité de l'éducation et les dépenses liées à l'éducation.

Cette partie décrit les tendances au chapitre des infrastructures et des services sociaux axés sur les besoins de développement des enfants et des jeunes. La disponibilité et la qualité des services de garderie, de l'enseignement primaire et secondaire, des installations de loisirs et des bibliothèques jouent un rôle important pour aider à réaliser les objectifs, les espoirs et les aspirations personnels (facteur 3), comme en témoignent le niveau d'études et d'intégration de la main-d'œuvre.¹⁵ De la même manière, les installations et les services communautaires sont des mécanismes importants pour faire participer les membres défavorisés et marginalisés de la société, favorisant ainsi de riches interactions sociales et l'inclusion de tous les résidents à la vie communautaire (facteur 6).

Les écoles primaires et secondaires ont connu de faibles hausses au chapitre des ratios élèves-enseignant et elles ont évité des hausses importantes dans la taille des classes, pendant que les niveaux d'analphabétisme continuaient de fléchir. En même temps, on a noté une détérioration dans certains secteurs du système des écoles publiques.

L'accès à des services de garderie adéquats et abordables demeure une préoccupation dans la majorité des municipalités participantes au SRQDV. Le nombre de places non subventionnées et subventionnées est insuffisant pour répondre aux besoins du nombre croissant de jeunes dont les parents travaillent. En outre, il y avait un écart considérable dans le niveau d'accès aux services de garderie dans toutes les municipalités participantes au SRQDV.

Un accès moindre à l'éducation de la petite enfance et aux services de garderie subventionnés

L'éducation de la petite enfance a un effet important sur le rendement à l'école élémentaire et secondaire et sur le niveau d'études à long terme. L'accès à des services de garderie de qualité et à prix abordable peut également aider à aplanir les inégalités sociales et le niveau du revenu à long terme. De la même manière, l'absence de services de garderie a une incidence directe sur la santé et les tensions communautaires : une hausse des coûts conjuguée à une diminution des services de garderie accrédités peut obliger les parents à faible revenu à se retirer du marché du travail, à réduire leurs heures de travail, à quitter leurs études ou, encore, à confier leur enfant à des services de garderie non réglementés ou à les laisser seuls à la maison.

Plusieurs tendances démographiques ainsi que sur le plan du marché du travail décrites dans le présent rapport et dans les rapports précédents sur la QDV montrent une demande croissante et en évolution pour des services de garderie dans les municipalités participantes au SRQDV. D'abord, tel qu'indiqué dans la Partie 1, la croissance démographique chez les enfants a été beaucoup plus élevée que dans le reste du Canada, en particulier à Vancouver, Calgary et dans les grands centres urbains de l'Ontario. À cela

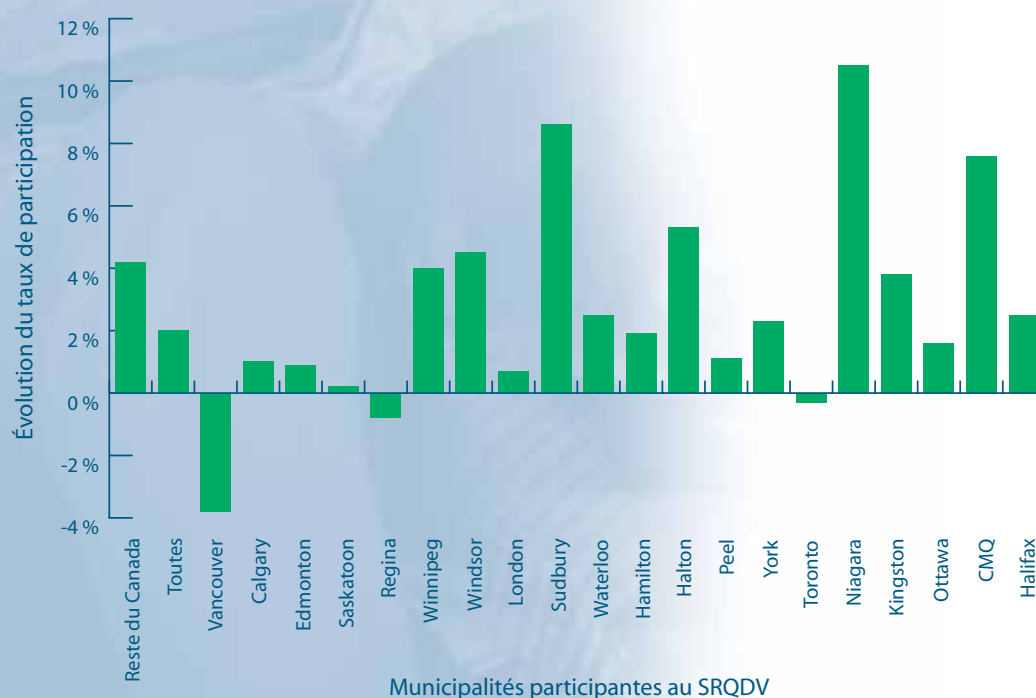
¹⁵ Une enquête réalisée en 2003 par la Ville de Toronto auprès des 20 municipalités participantes au SRQDV sollicitait des réponses à des questions touchant les municipalités dans huit secteurs représentant les appuis sociaux requis dans la collectivité : loisirs, services de garderie, bibliothèques, écoles, logement social (public), soins de longue durée, arts et culture, ainsi que santé publique. Le rapport de l'enquête résumait les défis auxquels sont confrontées les municipalités dans la prestation de ces services et analysait leur incidence sur la qualité de vie.

s'ajoutent des taux de participation à la population active élevés et en hausse dans le segment des femmes avec de jeunes enfants (âgés de 0 à 12 ans). En contraste avec la baisse générale du taux de participation à la population active décrite dans la Partie 2, le graphique 15 montre que le taux de participation pour le segment des femmes avec des jeunes enfants a augmenté dans toutes les municipalités participantes au SRQDV, sauf trois, entre 1991 et 2001. De la même manière, pendant que le taux de participation pour l'ensemble des femmes a chuté à 63 pour cent entre 1991 et 2001, 74 pour cent des femmes qui avaient des enfants plus jeunes faisaient partie de la population active en 2001, en hausse comparative-ment à 1991.

Le *Rapport thématique n° 1 sur la QDV* indiquait également une hausse du taux de pauvreté infantile dans la moitié des municipalités participantes au SRQDV, notamment à Vancouver, dans la plupart des municipalités de l'Ontario et à Halifax. Cette tendance est attribuable au nombre croissant de familles biparentales à deux revenus, ainsi qu'à une proportion élevée de mères monoparentales à faible revenu, de familles de nouveaux immigrants et de familles autochtones.¹⁶

L'*Enquête de 2003 sur les infrastructures sociales dans les municipalités participantes au SRQDV* décrivait plusieurs tendances qui se dégagnaient dans beaucoup de municipalités canadiennes relativement aux

Graphique 15 Évolution du taux de participation à la population active – Femmes avec jeunes enfants (0-12 ans), municipalités participantes au SRQDV, 1991-2001



Source : Statistique Canada, Recensements de 1991 et 2001.

¹⁶ L'expression «faible revenu» désigne les personnes et les familles dont le revenu est inférieur au seuil défini par Statistique Canada et qu'on appelle le seuil de faible revenu. Une définition plus détaillée est disponible dans le glossaire des termes de l'annexe technique à <http://www.fcm.ca>.



services de garderie. En raison d'une hausse des coûts et d'une diminution du financement face à des besoins grandissants et changeants, un plus grand nombre de personnes figurent sur les listes d'attente pour des services de garderie subventionnés et non subventionnés. Les répondants à l'enquête ont signalé une hausse majeure des coûts pour offrir des services de garderie en raison de l'inflation et de l'augmentation des coûts d'exploitation et d'assurance, conjuguée à une hausse à peu près nulle ou très minime du montant de la subvention versée. Les répondants ont également souligné que cette hausse des coûts s'est produite à un moment de faible croissance du revenu disponible.

Les répondants à l'enquête ont également mentionné une réduction du financement provincial, particulièrement en Ontario et en Colombie-Britannique, qui a entraîné la perte de centaines de places de garderie subventionnées au cours des dernières années (voir encadré 5). En plus des coûts croissants et de la diminution du financement pour les places en garderie, il n'y a pas assez de programmes d'investissement provinciaux pour financer la construction, la remise en état et la rénovation de garderies.

Enfin, les répondants ont souligné les critères trop rigides du programme. Les changements qui surviennent dans les modes de vie et la dynamique du milieu de travail se traduisent par une plus grande demande pour des heures de garde non conventionnelles. Toutefois, le système accrédité actuel ne peut pas répondre à la demande pour des services de garderie la fin de semaine, à temps partiel, en soirée ou pour la nuit.

Ces conclusions sont reflétées dans le graphique 16, qui présente le ratio des enfants de familles à faible revenu (les familles dont le revenu est inférieur au seuil de faible revenu) par rapport au nombre de places subventionnées en garderie en 2001. Un ratio supérieur à 1,0 indique que le nombre d'enfants à faible revenu dépasse le nombre de places subventionnées en garderie. Les données démontrent clairement

ENCADRÉ 5 – SERVICES DE GARDE À VANCOUVER¹⁷

Même si le financement et la réglementation des services de garderie relèvent généralement de la province, les gouvernements municipaux jouent souvent un rôle important dans la planification, la conception et la mise en œuvre des services de garderie. À Vancouver, la Ville, la commission scolaire et la commission des parcs jouent toutes un rôle essentiel pour mettre en place un service de garderie réglementé à l'échelle provinciale en aidant les sociétés et les associations sans but lucratif à offrir des services de garderie abordables dans des installations et sur des terrains appartenant à la Ville, à la commission des parcs ou aux écoles.

L'information fournie de la ville de Vancouver par les employés municipaux indique un total de 9 200 places en garderies accréditées, avec une capacité totale d'environ 12 000 places pour les enfants âgés de 0 à 12 ans. La ville n'a aucun moyen de savoir combien de ces places sont subventionnées. Toutefois, d'après les estimations du nombre d'enfants dont les parents travaillent, Vancouver répond à seulement environ 15 pour cent du besoin potentiel.

Plusieurs facteurs expliquent cet écart. Pour commencer, il en coûte environ 1 500 \$ par mois pour offrir chaque place de garderie pour les nourrissons, un montant hors de la portée de la majorité des familles. Puisque les services de garderie à Vancouver sont financés principalement par les frais des ménages, une combinaison de sources de financement provinciales, municipales et privées sont utilisées pour compenser ces coûts. Or, entre 2000 et 2003, le gouvernement provincial a réduit le financement pour les services de garderie de 50 millions de dollars et a resserré les exigences d'admissibilité aux subventions pour les services de garderie. Cette mesure a entraîné une diminution du nombre et du montant des subventions pour les services de garderie versées aux familles, une réduction du financement pour les programmes de garderie et une baisse des salaires pour le personnel des garderies. Les familles ont donc retiré leurs enfants des services de garderie accrédités et les prématernelles ont connu une baisse radicale du nombre d'enfants subventionnés. En même temps, les fournisseurs de services de garderie non scolaires ont indiqué des pertes de revenus de 50 à 66 pour cent, et ils ont connu une baisse du nombre d'inscriptions et des hausses de coûts importantes.

En bout de ligne, ces changements pourraient créer un système de garderies à deux vitesses : un service pour ceux qui ont les moyens de payer et un service non réglementé pour ceux qui n'ont pas les moyens.

¹⁷ D'après les rapports présentés au conseil municipal en mars 2004 et en mars 2003.

qu'il y a un nombre insuffisant de places subventionnées en garderie pour répondre aux besoins des parents à faible revenu.

Ces données indiquent également un accès très inégal aux services de garderie à l'échelle du pays, comme le montre la gamme de ratios très diversifiés, allant de 1,0 à la CMQ jusqu'à 7,4 à Peel. La CMQ a connu une baisse du nombre d'enfants et un nouveau programme provincial de subventions pour les garderies. La Municipalité régionale de Peel a affiché le taux de croissance démographique le plus élevé parmi les enfants dans les municipalités participantes au SRQDV, ainsi qu'une hausse dans la proportion d'enfants vivant dans la pauvreté (tel que décrit dans le *Rapport thématique n° 1 sur la QDV*).

Investissements soutenus dans l'enseignement élémentaire et secondaire de base

Les études primaires et secondaires contribuent directement à l'atteinte d'un niveau de scolarité post-secondaire et elles sont un déterminant important de la santé et du bien-être à long terme. Les personnes moins scolarisées ou moins alphabétisées sont plus susceptibles d'avoir de la difficulté à trouver un emploi, d'occuper un emploi faiblement rémunéré, d'être plus souvent en chômage et de dépendre de l'aide sociale. En particulier, l'éducation publique contribue à des perspectives sociales et économiques à long terme plus égales pour les enfants issus de milieux économiques, culturels et raciaux diversifiés

Graphique 16 Ratio d'enfants âgés de 0 à 12 ans dans des familles ayant un revenu inférieur au SFR par rapport aux places subventionnées en garderie, certaines municipalités participantes au SRQDV – 2001



Source : Base de données sur les enquêtes de la FCM et des municipalités, 2003; Statistique Canada, Recensement de 2001. Les données concernant les services de garderie pour la CMQ et London sont pour 2002. Les données pour Edmonton ont été enlevées, les places en garderies subventionnées pour cette ville visaient les jeunes des 6 à 12 ans.

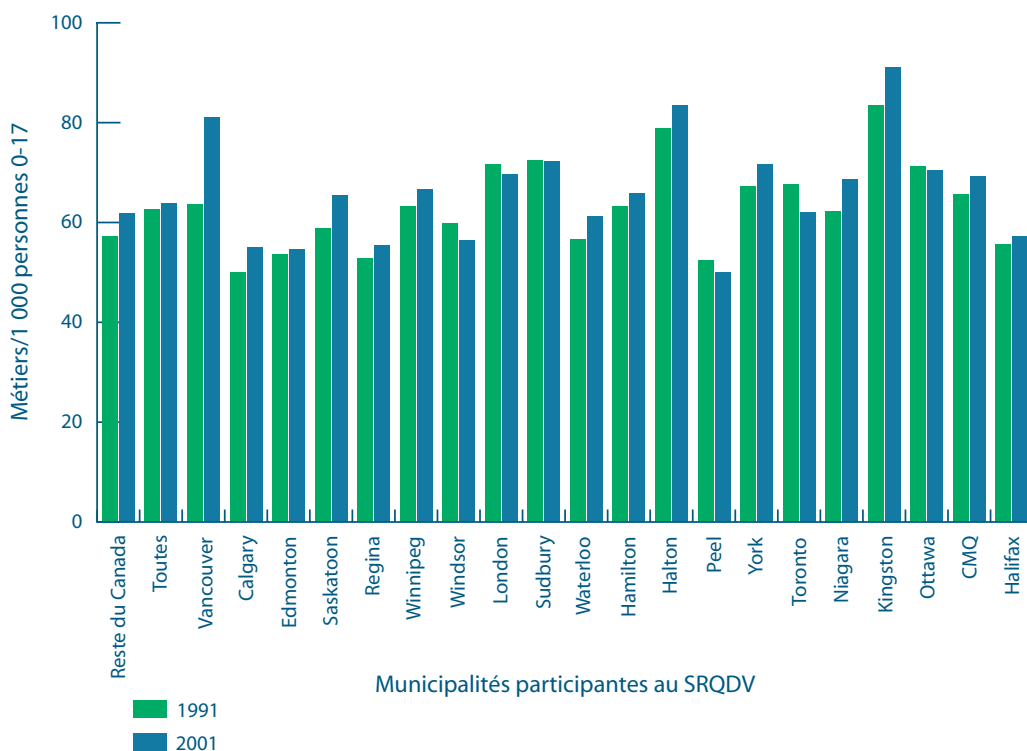


Au Canada, la plupart des écoles primaires et secondaires sont dirigées par des commissions scolaires locales assujetties aux lois provinciales. Ces commissions sont financées principalement par les gouvernements provinciaux ou les impôts fonciers. En 1998-1999, les différents ordres de gouvernement au Canada ont dépensé en moyenne 7 382 \$ pour chaque élève dans le réseau scolaire primaire et secondaire.¹⁸ Ainsi, l'enseignement primaire et secondaire public est donc accessible gratuitement à tous les citoyens canadiens, aux immigrants reçus et aux réfugiés. De plus, l'enseignement primaire et secondaire demeure largement de nature publique, puisque seulement 6 pour cent des élèves étaient inscrits dans les écoles privées à l'échelle nationale au cours des années 1990.¹⁹

Les données nationales de Statistique Canada indiquent que l'effectif scolaire dans les écoles primaires et secondaires est demeuré pratiquement inchangé pendant la dernière moitié des années 1990, même si l'immigration a contribué à une population d'âge scolaire de plus en plus diversifiée dans les grandes collectivités qui accueillent plus d'immigrants. En même temps, le nombre d'enseignants dans les écoles canadiennes a progressé. Ainsi, le ratio national élèves-enseignant est passé de 16,1 élèves pour chaque enseignant en 1995-1996 à 15,6 en 1999-2000.²⁰

Les données du SRQDV fondées sur les statistiques d'emploi nationales indiquent qu'en 2001 le ratio des travailleurs dans les maternelles, les écoles

Graphique 17 Enseignants et orienteurs (maternelle, primaire, secondaire) par millier de personnes âgées de 0 à 17 ans, municipalités participantes au SRQDV – 1991, 2001



Source : Statistique Canada, Recensements de 1991 et 2001.

¹⁸ Statistique Canada – Les dépenses en éducation - http://142.206.72.67/02/02c/02c_001_f.htm

¹⁹ Statistique Canada – L'effectif scolaire - http://142.206.72.67/02/02c/02c_002_f.htm

²⁰ Statistique Canada – Effectif scolaire - http://142.206.72.67/02/02c/02c_002_f.htm

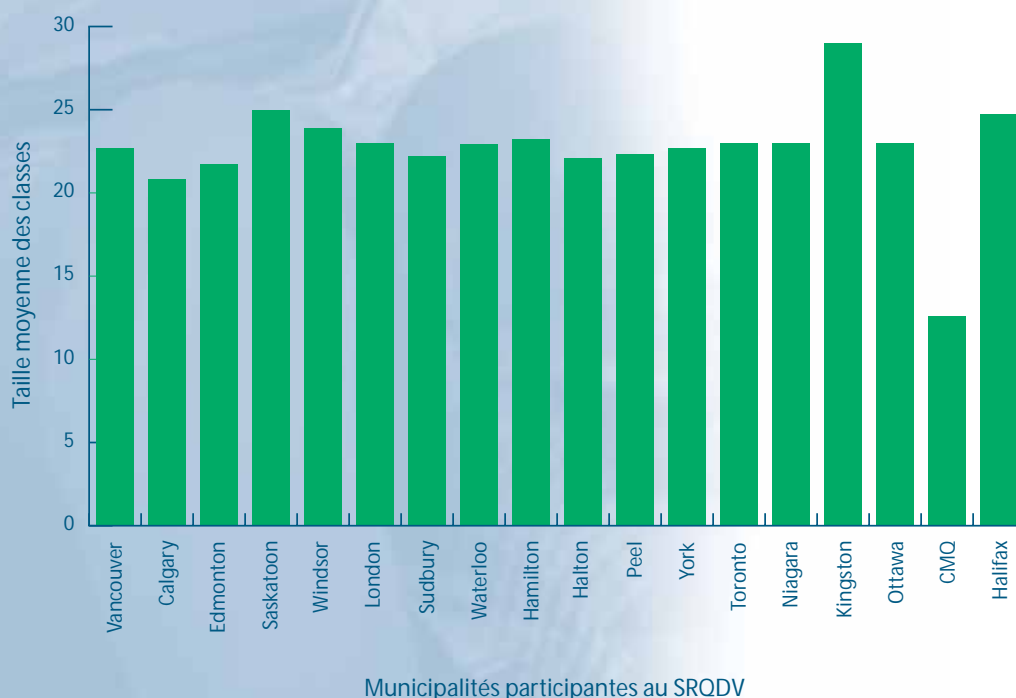
élémentaires et les écoles secondaires par rapport au nombre d'enfants d'âge scolaire dans les municipalités participantes au SRQDV était légèrement supérieur à la moyenne nationale. Toutefois, ce ratio avait progressé plus lentement dans les municipalités participantes au SRQDV au cours des 10 années précédentes.²¹ Ce résultat peut s'expliquer, en partie, par la difficulté de suivre la croissance supérieure à la moyenne dans la population des enfants d'âge scolaire dans les municipalités participantes au SRQDV.

Le graphique 17 montre que la majorité des municipalités ont connu des améliorations à l'échelle de la collectivité en ce qui touche le ratio des travailleurs dans les écoles primaires et secondaires par rapport aux enfants d'âge scolaire, plusieurs municipalités se

situant bien au-dessus de la moyenne nationale. En même temps, on note des écarts importants entre les municipalités participantes au SRQDV, plusieurs municipalités affichant un ratio plus faible et bien inférieur à la moyenne nationale.

Les données relatives à la taille des classes au primaire et au secondaire fournies par les commissions scolaires situées dans les 20 municipalités participantes au SRQDV montrent une variation globale moindre avec le temps et entre les provinces que les ratios présentés dans le graphique 17. En général, la taille des classes a diminué pour se situer entre 22,5 et 25,4 élèves, avec l'exception importante de la CMQ, où la taille des classes se situait plus près de 15 élèves. Ces chiffres indiquent que le réseau des écoles publiques a

Graphique 18 Taille des classes
Taille des classes au primaire et au secondaire, certaines des municipalités participantes au SRQDV – 2001



Source : Base de données sur les enquêtes de la FCM auprès des municipalités.

²¹ Ce ratio tient compte uniquement les enseignants et les orienteurs équivalents temps plein et exclut les enseignants spécialisés, les bibliothécaires et les employés de soutien.



réussi à maintenir un certain degré de stabilité dans les salles de classe.

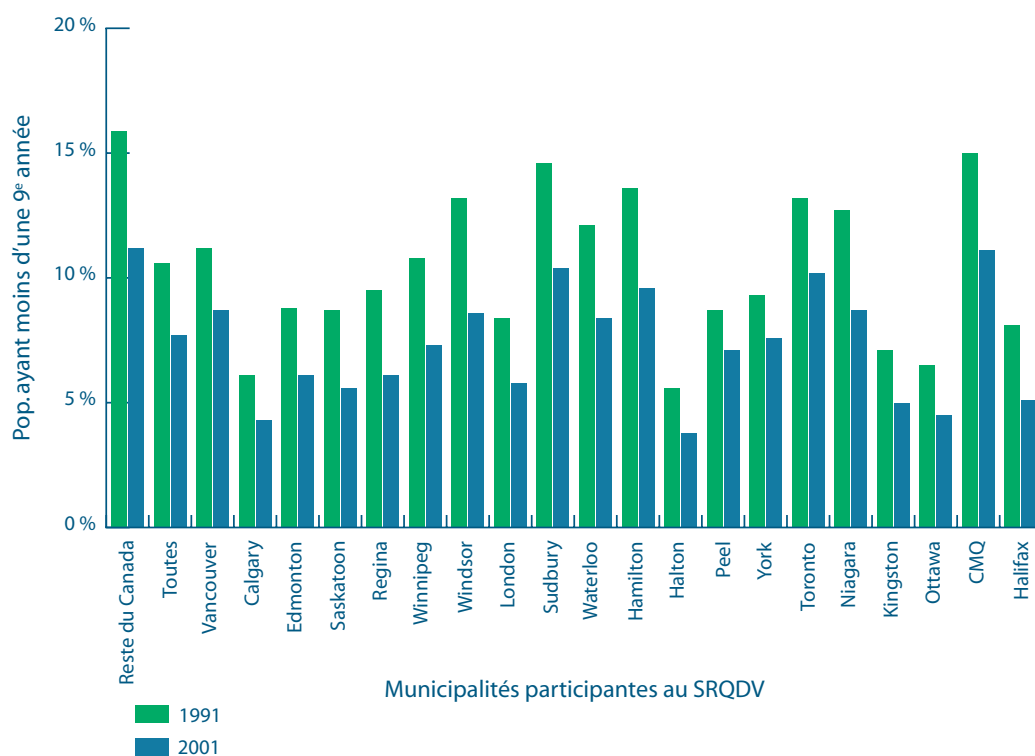
Baisse continue du taux d'analphabétisme fonctionnel

Le *Rapport sur les faits saillants* a montré une nette tendance à la baisse dans le taux d'analphabétisme fonctionnel, mesuré selon le nombre de personnes âgées de plus de 15 ans ayant moins d'une 9^e année de scolarité. C'est la poursuite d'une tendance à la hausse constatée dans les niveaux de scolarité à long terme. Il y a 50 ans, un peu plus de la moitié de la population adulte avait moins d'une 9^e année de scolarité. Toutefois, en 2001, les niveaux

d'analphabétisme avaient diminué à près de 10 pour cent dans l'ensemble des municipalités participantes au SRQDV. C'est ce qu'on peut voir dans le graphique 19, qui montre également que le taux d'analphabétisme était substantiellement plus bas que dans le reste du Canada.

Enfin, comme pour les autres indicateurs liés à l'éducation, on note des écarts importants entre les municipalités participantes au SRQDV, alors que les niveaux d'alphabétisation variaient entre près de 3 pour cent dans la Municipalité régionale de Halton et plus de 10 pour cent à Sudbury et dans la CMQ.

Graphique 19 Niveaux d'alphabétisation
Pourcentage de la population âgée de 15 ans + ayant moins d'une 9^e année,
municipalités participantes au SRQDV – 1991, 2001



Source : Statistique Canada, Recensements de 1991 et 2001.

Déclin manifeste dans d'autres secteurs du réseau des écoles publiques

Les données relatives au ratio des enfants d'âge scolaire par rapport aux enseignants, à la taille des classes et à la baisse du taux d'analphabétisme indiquent que les investissements dans l'enseignement public au cours de la dernière décennie ont contribué à une certaine stabilité. Toutefois, les répondants à l'*Enquête de 2003 sur les infrastructures sociales auprès des municipalités participantes au SRQDV* ont mentionné trois ensembles de défis laissant indiquer un fléchissement dans d'autres secteurs de l'enseignement public.

Le premier défi est celui de l'accessibilité. Les répondants ont mentionné le coût croissant de l'enseignement public «gratuit», qui se manifeste notamment sous la forme d'une hausse du coût des manuels scolaires et de la nécessité pour les parents de fournir une liste de plus en plus longue de matériel scolaire. Compte tenu de l'écart croissant des revenus, cette situation pose un problème de plus en plus grand pour les familles et devient une question d'équité sociale.

Un deuxième défi est celui des compressions effectuées aux programmes en marge du programme de base enseigné en classe. Celles-ci comprennent le retrait de l'accès aux installations pour les associations publiques et sportives, la réduction du nombre de bibliothécaires dans les écoles et la diminution des heures d'ouverture des bibliothèques scolaires. Même si ces services ne touchent pas directement le programme d'enseignement de base, ils sont néanmoins importants pour assurer la croissance et le développement global de beaucoup d'enfants. Une autre conséquence est celle des pressions additionnelles exercées sur les municipalités pour construire des installations qui ne font pas partie de leur stratégie de planification d'investissement à long terme.

Troisièmement, les répondants à l'enquête ont souligné la détérioration de l'état des bâtiments scolaires et des structures de terrains de jeux. En plus des problèmes liés à la sécurité, les bâtiments vieillissants contribuent à une hausse des coûts d'exploitation. En l'absence de subventions d'investissement, les écoles dépendent de la collecte de fonds privés pour réparer les installations et les terrains de jeux scolaires, un mode de financement qui bénéficie généralement aux écoles situées dans des quartiers plus riches.

PARTIE 5 | TENDANCES SUR LES PLANS DE LA SANTÉ, LES TENSIONS ET LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRES

Le domaine de la santé personnelle et communautaire du SRQDV mesure les résultats liés à la santé aux plans individuel et communautaire.

Le domaine de la sécurité personnelle du SRQDV comprend des indicateurs de la sûreté globale et de la sécurité physique de la collectivité. Ceux-ci comprennent les taux de criminalité et de violence dans la collectivité, ainsi que le taux des blessures accidentelles.

Cette section mesure les changements dans les résultats de la qualité de vie liés à la santé, aux tensions et à la sécurité.

Les tendances aux niveaux de la santé et des tensions communautaires étaient généralement positives. Le fléchissement du taux de mortalité prématurée, une incidence moindre des grossesses chez les adolescentes

et une baisse des suicides chez les hommes et les femmes ont tous reflété des tendances positives. Toutefois, on note un pourcentage toujours plus élevé d'heures de travail perdues. Dans le secteur de la sécurité communautaire, le taux moyen des crimes commis par les jeunes, des crimes contre la propriété et des crimes violents a diminué.

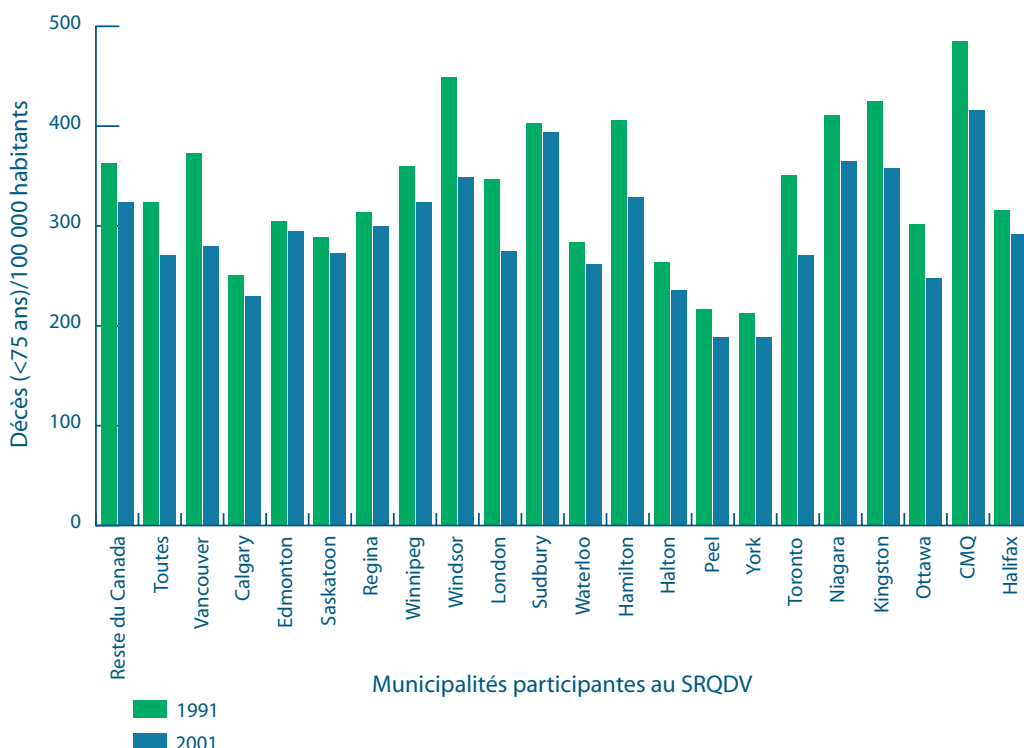
Ces indicateurs démontrent des améliorations globales dans les municipalités participantes au SRQDV, mais elles n'ont pas été partagées de façon égale dans les 20 collectivités.

Amélioration des indicateurs de santé

La baisse du taux de mortalité prématurée est compatible avec la tendance du vieillissement de la population et démontre également une amélioration

Graphique 20 Mortalité prématurée

Décès chez les personnes âgées de moins de 75 ans par 100 000 habitants, municipalités participantes au SRQDV – 1991, 2001



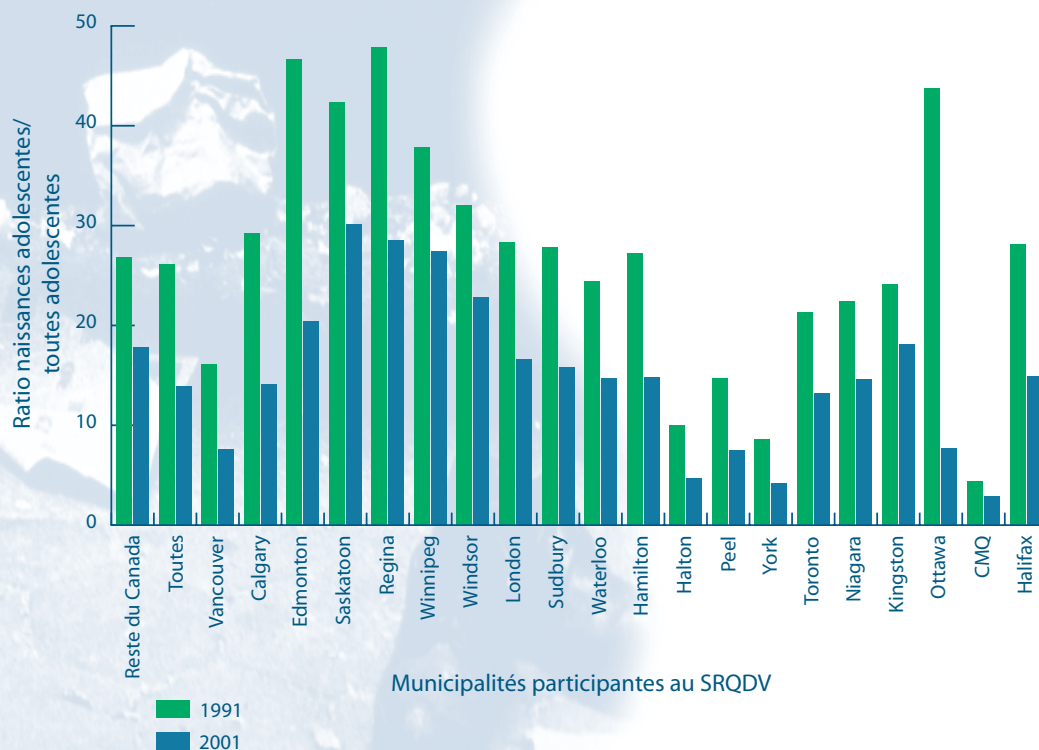
Source : Statistique Canada, Statistiques de l'état civil, 1991, 2001.

globale dans la santé des gens durant leur vie. En général, le fléchissement du taux de mortalité prématurée est associé à une population moins susceptible de présenter des problèmes de santé, qui affiche moins de symptômes de maladie et qui est généralement moins malade. Une étude réalisée en Alberta révèle une diminution importante des maladies respiratoires, des anomalies congénitales, des maladies cardiaques, des morts accidentelles et des cancers chez les personnes âgées de moins de 75 ans entre 1961 et 1999.²²

Le graphique 20 montre une baisse générale dans la proportion de décès dans la population globale chez les personnes âgées de 75 ans au moins. Le taux de mortalité prématurée dans les municipalités participantes au SRQDV était, en moyenne, plus bas que dans le reste du Canada et a chuté plus rapidement entre 1991 et 2001.

Une mesure de la santé et des tensions communautaires est le taux de grossesses chez les adolescentes. Les enfants d'adolescentes sont plus susceptibles d'avoir un faible poids à la naissance et de souffrir de problèmes de santé connexes. Les adolescentes enceintes elles-mêmes courent également un plus grand risque de souffrir de problèmes de santé.²³ Au plan des tensions communautaires, cette diminution du taux de grossesses chez les adolescentes s'inscrit dans une baisse plus globale du taux de fécondité attribuable à de meilleures perspectives socio-économiques permettant de poursuivre des études et d'intégrer le marché du travail. Les mères adolescentes sont plus susceptibles d'avoir moins de possibilités d'emploi parce qu'elles n'ont pas terminé leurs études et qu'elles ont moins de qualifications pour intégrer le marché du travail. Les mères adolescentes sont donc plus souvent susceptibles d'être célibataires et elles augmentent grandement leurs chances de vivre dans la pauvreté.

Graphique 21 Grossesses chez les adolescentes
Naissances d'enfants vivants chez les mères adolescentes (15-19 ans) par 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans, municipalités participantes au SRQDV – 1991, 2001



Source : Statistique Canada, Statistiques de l'état civil, 1991, 2001.

²² Pembina Institute for Appropriate Development, Enquête GP, avril 2001, Indicateur n° 24, Décès prématurés.

²³ See: http://www.statcan.ca/francais/kits/preg/preg3_f.htm



Le graphique 21 montre une baisse marquée du taux de grossesses chez les adolescentes de 46 pour cent en moyenne sur une période de 10 ans. Même si elle touche une faible proportion de l'ensemble des mères, cette tendance montre que de véritables progrès sociaux ont été réalisés par les jeunes femmes, y compris celles qui vivent dans des collectivités défavorisées.

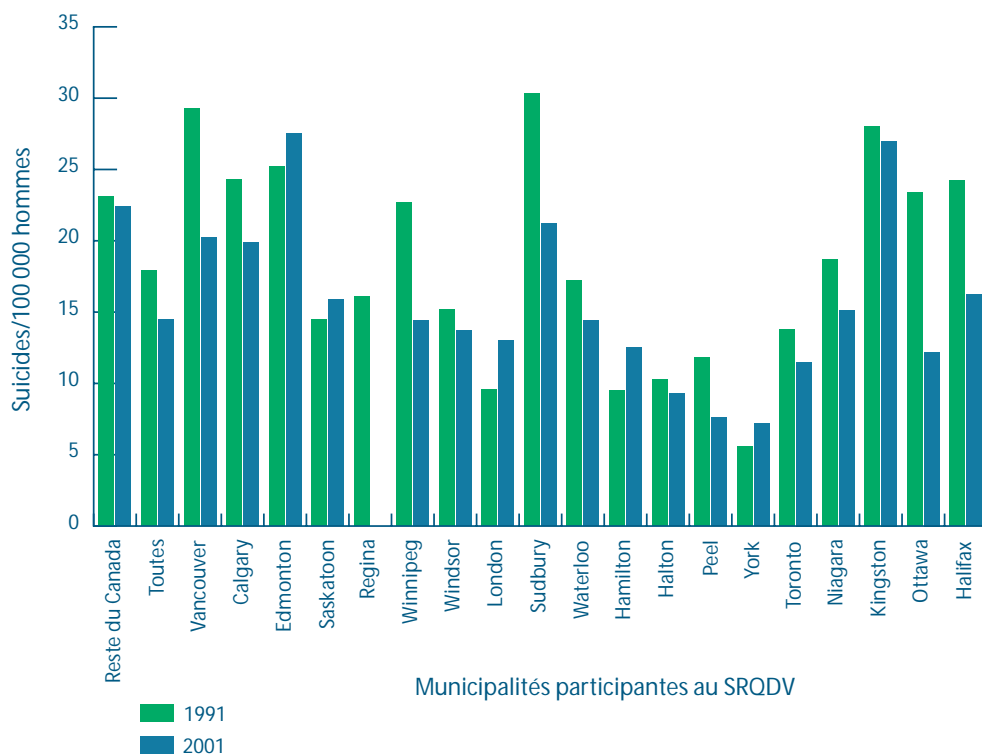
Comme dans le cas des décès prématurés, le taux de naissance chez les adolescentes dans les municipalités participantes au SRQDV était considérablement plus bas et il a diminué beaucoup plus rapidement que dans le reste du Canada. En même temps, on note un très grand écart dans le taux de grossesses chez les adolescentes dans les municipalités participantes au SRQDV, allant de moins de 5 naissances par millier d'adolescentes à Québec (CMQ), à York et à Halton, jusqu'à plus de 25 à Winnipeg, Regina et Saskatoon.

Améliorations mitigées dans les tensions communautaires et la santé mentale

Le taux de suicides est un indicateur conventionnel des tensions communautaires qui reflète l'état de santé mentale global de la collectivité. Ces tensions ont une incidence sur la stabilité personnelle et familiale et peuvent mener à la toxicomanie et à l'absentéisme au travail. La chute du taux de suicides peut également indiquer un plus grand espoir face à l'avenir, ainsi qu'un sentiment d'appartenance plus fort à la collectivité chez ceux qui sont à risque d'envisager le suicide, comme les adolescents, les autochtones, les personnes handicapées et celles qui souffrent de maladies chroniques, et les toxicomanes.

Les graphiques 22 et 23 indiquent que le taux moyen des suicides chez les hommes et les femmes a diminué de façon générale dans les municipalités participantes au SRQDV entre 1991 et 2001 et ce,

Graphique 22 Suicides chez les hommes par 100 000 hommes, municipalités participantes au SRQDV – 1991, 2001²⁴



Source : Statistique Canada, Statistiques de l'état civil, 1991, 2001.

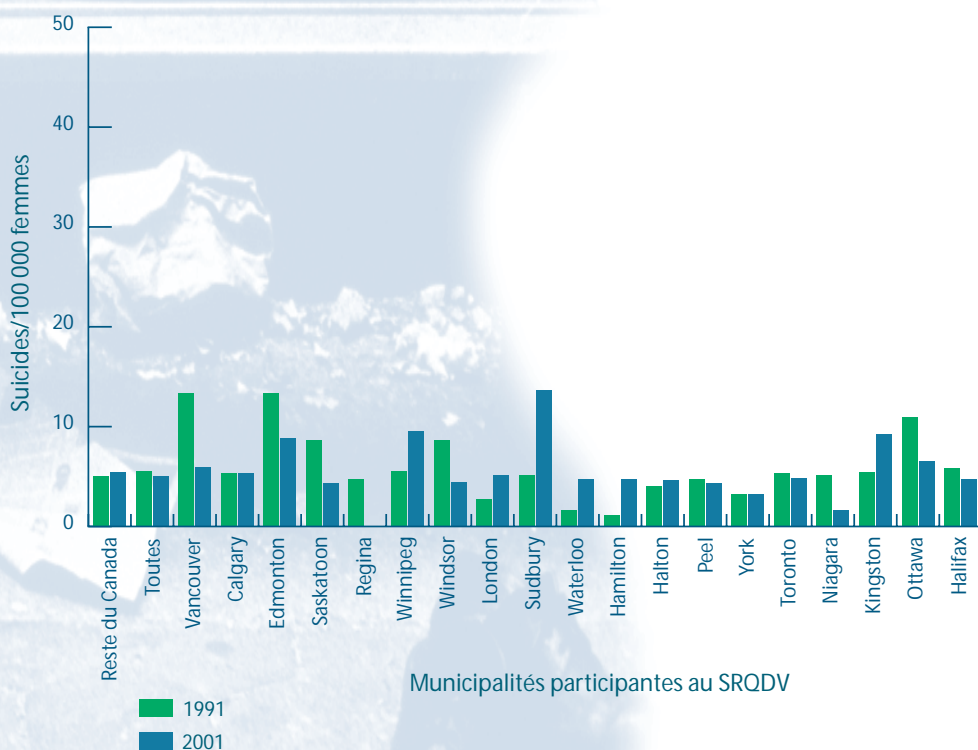
²⁴ Ces données sont basées sur les décès «connus» (enregistrés) et ne comprennent pas les tentatives de suicide. Le taux peut varier de façon importante selon les groupes ou sous-groupes d'âges. Puisque ces statistiques sont fondées sur un petit nombre de cas, de faibles variations peuvent entraîner des écarts importants dans les chiffres.

beaucoup plus rapidement que dans le reste du Canada. Toutefois, cette tendance moyenne cache le fait qu'un nombre important de municipalités participantes au SRQDV ont connu une hausse du taux de suicide chez les hommes et les femmes. Le taux de suicide chez les hommes est demeuré environ trois fois plus élevé que celui chez les femmes, ce qui est compatible avec les tendances historiques globales.

Un autre indicateur de la santé et des tensions communautaires est le nombre d'heures de travail perdues en raison de maladies ou d'incapacité en pourcentage du total des heures travaillées. Le graphique 24 montre une hausse importante dans la proportion d'heures de travail perdues, le taux se situant bien au-dessus de la moyenne dans le reste du Canada.

Beaucoup de facteurs contribuent à cette hausse de la proportion d'heures de travail perdues, touchant notamment les changements démographiques et les changements dans le milieu de travail décrits précédemment dans le présent rapport. En plus du fait qu'une main-d'œuvre vieillissante est plus susceptible d'être malade, ces facteurs comprennent un plus grand stress associé au fait de travailler à plusieurs endroits ou un plus grand nombre d'heures. Un autre facteur est lié au concept de ce qu'on appelle la «génération sandwich», qui comprend une proportion croissante de la population qui doit s'occuper en même temps d'enfants d'âge scolaire et de parents âgés. La proportion des heures de travail perdues est environ deux fois plus élevée chez les femmes, sous l'effet de facteurs tels que la nécessité de prendre soin des enfants et des personnes âgées. Un phénomène additionnel est celui des étudiants qui travaillent.

Graphique 23 Suicides chez les femmes par 100 000 femmes, municipalités participantes au SRQDV – 1991, 2001



Source : Statistique Canada, Statistiques de l'état civil, 1991, 2001.

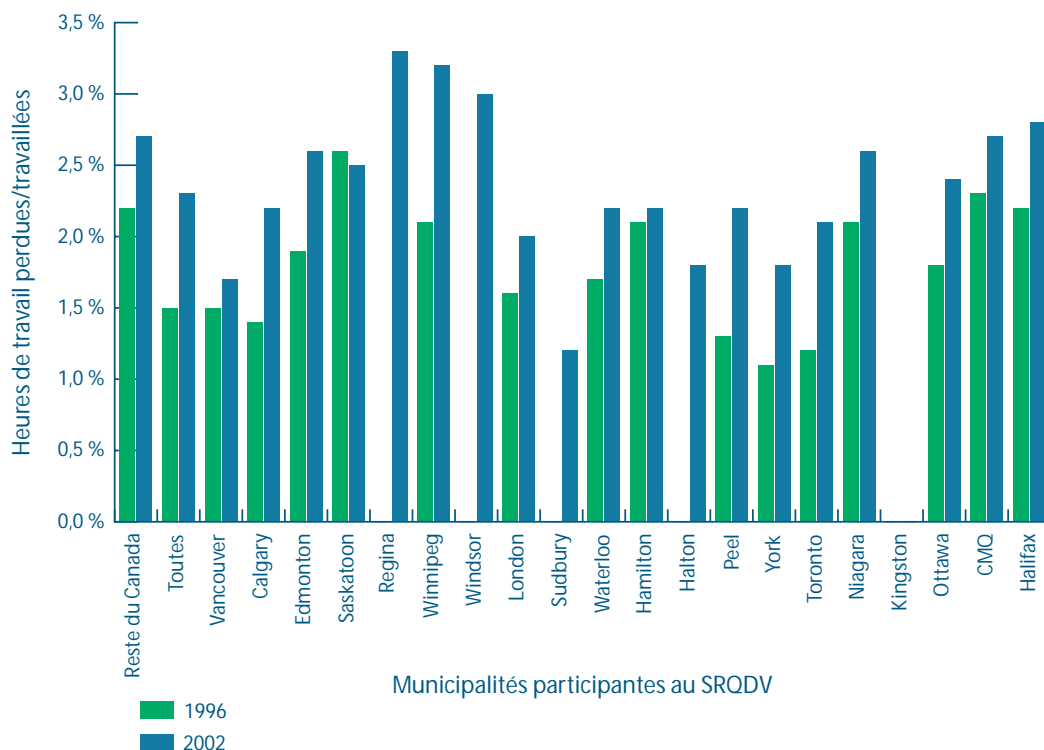
Statistique Canada souligne qu'environ 15 pour cent des jeunes Canadiens combinent études et travail.²⁵

Diminution du taux de criminalité²⁶

Les préoccupations face à la criminalité influencent fortement la façon dont les gens perçoivent leur propre sécurité personnelle, ainsi que les menaces à leurs biens et à leur qualité de vie globale. Cette crainte est basée sur la perception du niveau de criminalité, plutôt que sur le taux de criminalité réel. Les cas de crimes violents signalés entraînent un plus haut niveau d'insécurité et de crainte dans la population générale. La sécurité publique est également liée à l'engagement civique. Si les gens ne se sentent pas en sécurité, ils sont moins susceptibles de parler à leurs voisins, d'utiliser les installations publiques et de participer en général au sein de leur collectivité.

Après plusieurs décennies de hausse du taux de criminalité à l'échelle nationale, différentes formes de crimes ont connu une baisse générale depuis 1992, notamment les crimes commis par des jeunes ainsi que les crimes contre les biens et les crimes violents. Les graphiques 25, 26 et 27 montrent les baisses générales et prononcées survenues dans le taux de criminalité entre 1991 et 2002 dans presque toutes les 20 municipalités participantes au SRQDV. On note un recul global de 39 pour cent du taux de criminalité chez les jeunes, une chute de 36 pour cent des crimes contre les biens et une baisse de 10 pour cent des crimes violents. Toutefois, la baisse des crimes violents a été moins universelle, puisque plusieurs villes ont connu une hausse importante.

Graphique 24 Heures de travail perdues en pourcentage des heures travaillées, municipalités participantes au SRQDV – 1996, 2002



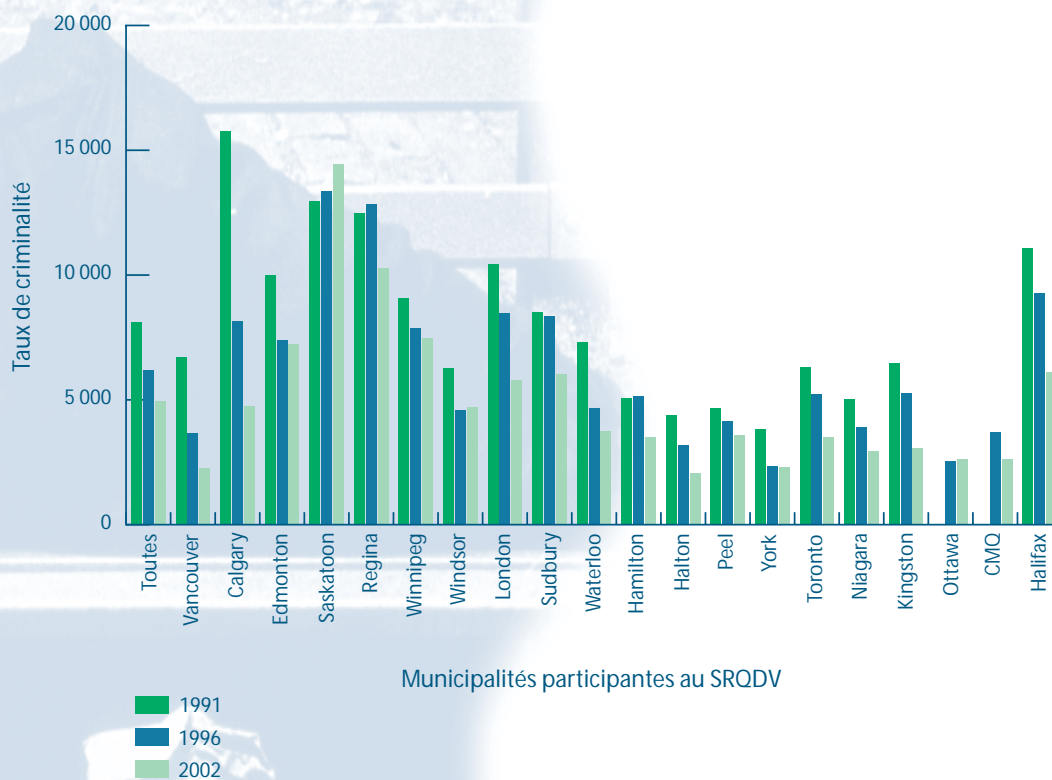
Source : Enquête sur la population active, Statistique Canada, 1996, 2002.

Les données ne sont pas disponibles lorsque les échantillons de population sont trop petits — 1 500 pour le Canada, les villes et les municipalités régionales du Québec, de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Moins de 500 pour les villes et les municipalités régionales de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Manitoba et de la Saskatchewan.

²⁵ <http://www.statcan.ca/english/kits/pdf/social/busylives.pdf>

²⁶ Les données concernant les crimes signalés indiquent si un jeune ou un adulte a été officiellement accusé. De plus, les statistiques policières consignent tous les crimes commis dans une région donnée. Le ratio entre le nombre de crimes commis et ceux signalés à la police varie de 100 pour cent pour les homicides à un tiers pour les agressions.

Graphique 25 Criminalité chez les jeunes
Crimes commis par les jeunes par 100 000 jeunes,
municipalités participantes au SRQDV – 1991, 1996, 2002



Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, 1991, 1996-2002.
Englobe toutes les personnes âgées de 12 à 17 ans contre qui des accusations ont été portées ou recommandées par la police.

Contrairement aux indicateurs de la santé communautaire, le taux de criminalité dans les municipalités participantes au SRQDV n'était pas constamment inférieur au taux dans le reste du Canada. En fait, en 2002, les municipalités participantes au SRQDV avaient un taux plus élevé de crimes contre les biens et de crimes commis par les jeunes que la moyenne canadienne, alors que le taux de crimes violents était comparable à la moyenne nationale.

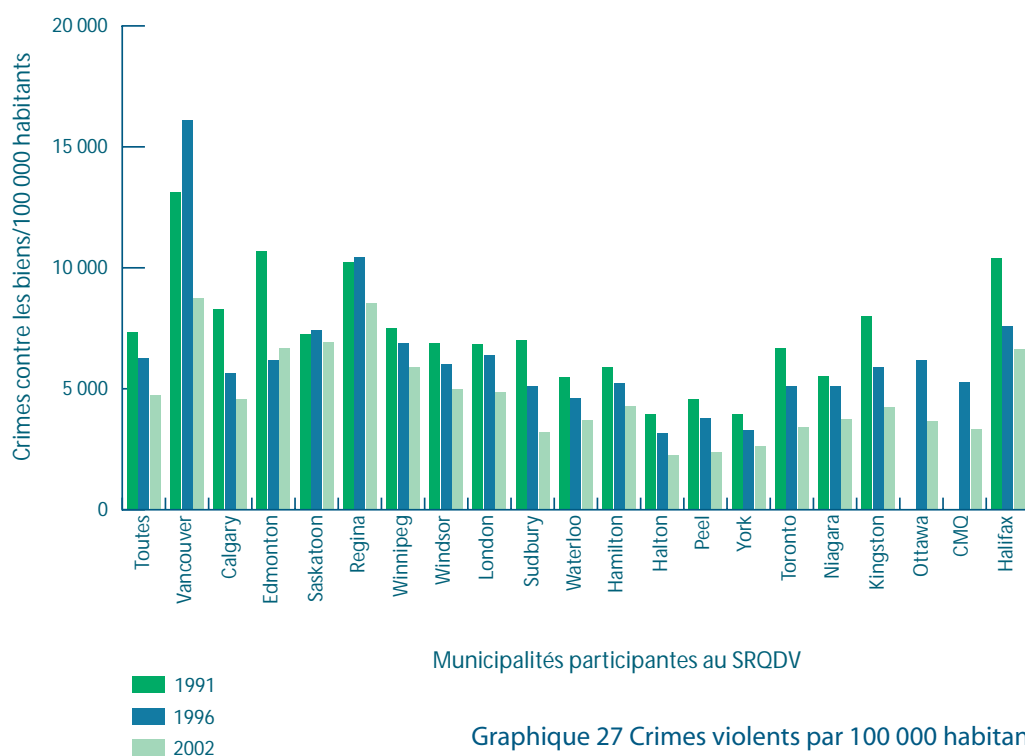
Comme pour les indicateurs de la santé communautaire, on note un écart important entre les municipalités. Par exemple, le taux des crimes commis par les jeunes dans les villes d'Edmonton, Winnipeg, Regina et Saskatoon était appréciablement plus élevé que dans les autres municipalités participantes au

SRQDV et plus du double de la moyenne dans le cas de Regina et de Saskatoon. De la même manière, le taux des crimes violents dans la Municipalité régionale de Halton était trois fois plus faible que le taux à Winnipeg, Regina, Saskatoon et Halifax.

Malgré ces tendances généralement plus favorables, le sentiment de sécurité de la population continue d'être facilement influencé par des incidents largement publicisés, même s'il s'agit de cas isolés. En outre, la nature des crimes se déplace également vers le vol d'identité, les crimes informatiques et les crimes transnationaux.²⁷

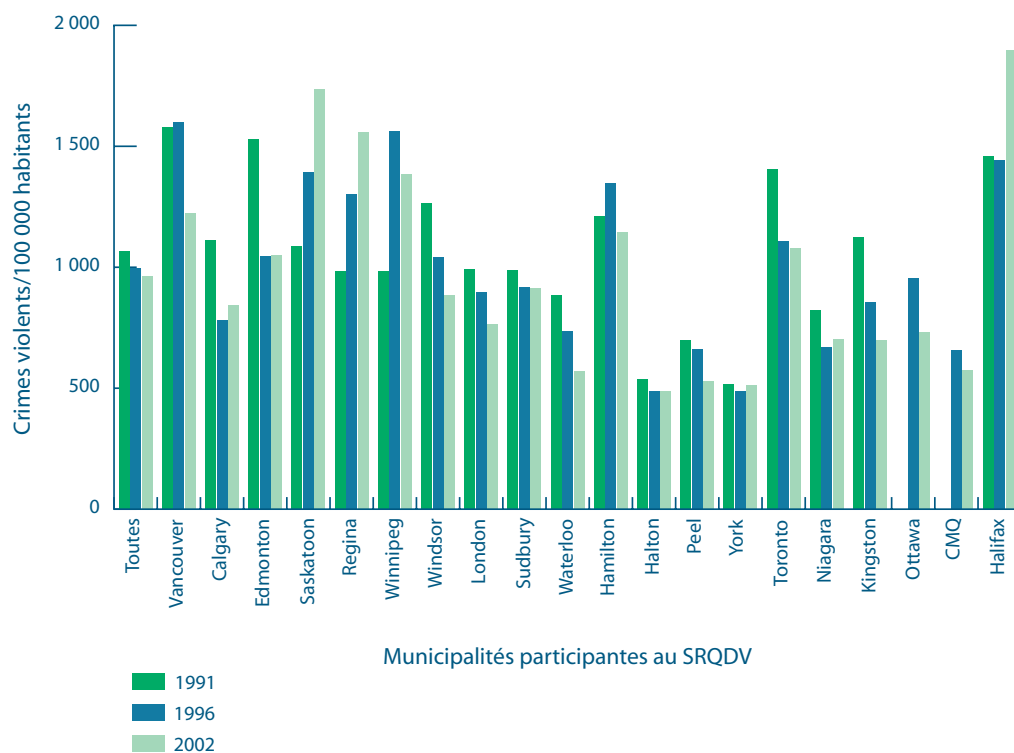
²⁷ *Tendances en matière de criminalité, données démographiques et perception du public face au système de justice pénale.* Présenté à la Table ronde ministérielle par la Division de la recherche et de la statistique, ministère de la Justice du Canada, le 1er novembre 2002. <http://canada.justice.gc.ca/fr/cons/roundtable/nov102/presentation.pdf>.

Graphique 26 Crimes contre les biens par 100 000 habitants, municipalités participantes au SRQDV – 1991, 1996, 2002



Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, 1991, 1996-2002.

Graphique 27 Crimes violents par 100 000 habitants, municipalités participantes au SRQDV – 1991, 1996, 2002



Source : Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, 1991, 1996-2002.

Le SRQDV est une initiative volontaire, rendue possible grâce à la participation et au financement des 20 municipalités qui font partie du Système. La FCM tient également à remercier sincèrement Ressources humaines et Développement des compétences Canada pour l'aide financière qu'il a contribué à ce projet.

Système de rapports sur la qualité de vie de la FCM

Le présent rapport fait partie d'une série de rapports portant sur la qualité de vie dans les collectivités canadiennes préparés par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) à l'aide de données provenant de diverses sources nationales et municipales. Le premier rapport, rendu public en 1999, examinait les répercussions sociales de la grave récession économique du début des années 1990, se concentrant sur la période de 1991 à 1996. Les tendances qui se dégagent de ce premier rapport indiquaient que la disparité des revenus dans les collectivités urbaines du Canada était plus grande que les moyennes provinciales et nationale. Le *Rapport sur la qualité de vie de 2001* de la FCM réaffirmait cette analyse. Le premier volume du rapport actuel, le troisième, rendu public en avril 2004, révélait que, malgré la reprise économique après la récession du début des années 1990, les progrès au plan de la qualité de vie ont été mitigés. Même si la qualité de vie est demeurée stable pour beaucoup de Canadiens pendant la période à l'étude, elle s'est détériorée de façon importante pour un nombre croissant de personnes.

Les statistiques utilisées dans ces rapports proviennent d'un système de rapports plus vaste renfermant des centaines de variables servant à mesurer les changements dans un ensemble de facteurs sociaux, économiques et environnementaux. Ces variables sont réparties en 10 indicateurs offrant des données démographiques générales et 62 indicateurs de la qualité de vie dans 20 collectivités canadiennes entre 1990 et 2002. Prises globalement, ces données constituent le Système de rapports sur la qualité de vie (SRQDV) de la Fédération canadienne des municipalités. Les tableaux et les rapports des indicateurs du SRQDV peuvent être consultés sur le site www.fcm.ca.

Les 20 collectivités qui participent au SRQDV représentent 40 pour cent de la population du Canada. Elles comprennent certains des plus grands centres urbains du Canada, de nombreuses municipalités de banlieue, ainsi que des petites et moyennes villes dans sept provinces (voir la table 1).

En offrant une méthode pour suivre l'évolution de la qualité de vie à l'échelle locale, le SRQDV garantit que le gouvernement municipal est un partenaire majeur dans la formulation des politiques publiques au Canada. Préparé par la FCM et des employés municipaux, chaque rapport se veut également un outil de planification pour les collectivités. Chaque rapport examine la qualité de vie d'une perspective municipale et utilise des données ventilées par territoires municipaux et non pas par régions métropolitaines de recensement, comme c'est souvent le cas dans des études semblables.

Ce système de rapports est aussi un outil important pour les organismes communautaires, les instituts de recherche et les autres ordres de gouvernement, puisqu'il leur permet :

- de cerner et de promouvoir la sensibilisation à l'égard des enjeux qui ont une incidence sur la qualité de vie dans les municipalités canadiennes;
- de mieux cibler les orientations et les ressources visant à améliorer la qualité de vie;
- d'appuyer les efforts de collaboration en vue d'améliorer la qualité de vie; et
- d'informer et d'influencer les décideurs à l'échelle du Canada.

Un autre volume de la série des rapports sur la QDV examinera plus en détail les questions de la croissance démographique et économique et de l'environnement urbain.

Fédération canadienne des municipalités

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) est la voix nationale des gouvernements municipaux depuis 1901. Elle est vouée à améliorer la qualité de vie dans toutes les collectivités en favorisant des gouvernements municipaux forts, efficaces et responsables. La FCM compte parmi ses membres les plus grandes villes du Canada, ainsi que des municipalités régionales, des petites villes et des municipalités rurales, de même que les 19 associations provinciales et territoriales de municipalités.

¹ Fédération canadienne des municipalités, 2004. Système de rapports sur la qualité de vie. *Rapport sur les faits saillants 2004*. Ottawa